

*l'Anti*capitaliste

n°470 | 4 avril 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



POUR UN PRINTEMPS SOCIAL

Dossier

**UNE CAMPAGNE
ANTICAPITALISTE ET
INTERNATIONALISTE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

«Fin de la trêve hivernale,
Macron à la rue!»

Page 2

PREMIER PLAN

Algérie «Les rapports de force
avec la société ont changé»

Page 2



ACTU POLITIQUE

Antiracisme: contre
la romophobie

Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Jean-Pierre
Martin, psychiatre.

Page 12



Par JMB

« Fin de la trêve hivernale, Macron à la rue! »

Tous les ans à la même date, à l'occasion de la fin de la trêve hivernale, la litanie des chiffres du mal-logement et du retour des expulsions locatives vient remettre les idées en place : 15 000 expulsions effectives, 125 000 jugements d'expulsion, 250 000 coupures d'électricité... la machine à broyer les vies se remet en route dès le 1^{er} avril même si elle ne s'était pas arrêtée, pendant l'hiver, pour les squatteurs. Sur le site du gouvernement, pour passer cette échéance délicate, on a droit à de la langue de bois sans vergogne, du genre « *L'hébergement des plus fragiles est un enjeu majeur de solidarité.* » Ce qui va se traduire, au bout du compte, par à peine 6 000 places d'hébergement ouvertes après le 1^{er} avril, alors que des centaines de milliers vont fermer. Et alors que l'on estime à 250 000 le nombre de personnes (hommes, femmes et enfants) qui sont à la rue et qui auraient besoin d'un toit ! Le cynisme est à son comble quand le site gouvernemental devient association de défense des locataires et prodigue ses conseils : « *Pour prévenir les expulsions, réagissez dès le premier impayé!* » On se souvient que Macron, en 2017, avait déclaré : « *Je ne veux plus d'ici la fin de l'année avoir des femmes, des hommes dans les rues, dans les bois ou perdus...* » Doit-on comprendre que celles et ceux qui sont à la rue n'ont pas réagi à temps et que tout ça est de leur faute ? L'État a l'obligation de proposer un hébergement à toute personne sans logis. Mais ce droit est bafoué. En effet, comme le rappelle un appel signé au début du mois de mars par de nombreuses personnalités, les demandes d'hébergement d'urgence ne sont pas satisfaites à 53% dans les Bouches-du-Rhône, à 75% à Paris et à 83% en Seine-Saint-Denis ! Or, comme le souligne également l'appel, « *la France, pourtant, compte 3 millions de logements vacants, un million de plus qu'il y a 10 ans; 1,5 million sont des logements vacants collectifs, 296 000 situés à Paris.* » Samedi dernier, à Paris, à l'appel des associations de locataires et des Gilets jaunes, les manifestantEs ont défilé contre le mal-logement, contre les expulsions locatives, contre la hausse des loyers, pour la réquisition des logements vides. Ils et elles ont très bien compris qu'il n'y avait à attendre de ce gouvernement que des mauvais coups et, comme le disait une pancarte brandie dans la manifestation : « *Fin de la trêve hivernale, Macron à la rue!* »

BIEN DIT

L'examen historique est très clair : la France n'a pas connu de répression policière aussi forte d'un mouvement social depuis cinquante ans.

DAVID DUFRESNE (journaliste), regards.fr, 29 mars 2019.

À la Une

Grèves, manifs, blocages... Pour un printemps social

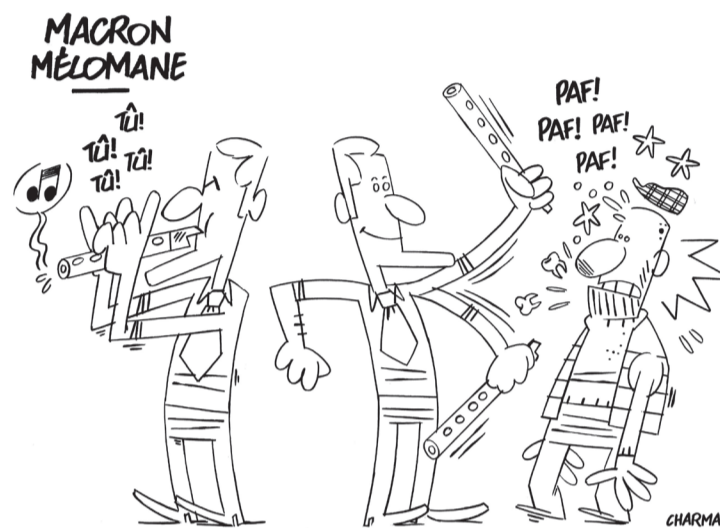
D'après le journal le Parisien, Macron serait « rincé », « pas loin du burn out »... Une bonne partie de la jeune garde macroniste l'a déjà quitté et, sur fond d'une contestation toujours persistante avec l'Acte 20 des Gilets jaunes ou les mobilisations dans l'éducation, le pouvoir ne sait toujours pas comment sortir de son Grand débat...

Le mini-remaniement ministériel annoncé dimanche est une démonstration. Isolé politiquement, Macron en est réduit à faire appel aux très proches pour remplacer les partantEs...

On prend les mêmes et on continue...

Ainsi, Sibeth Ndiaye, l'ex-communicante de Macron, devient la porte-parole du gouvernement : celle qui assume « *parfaitement de mentir pour protéger le président* » est aussi à l'origine de l'expression « pognon de dingue » utilisée par le président pour stigmatiser les minimas sociaux accordés aux plus démunis. Totalement à l'image du mépris macroniste. Cédric O, autre fidèle conseiller de Macron, est promu secrétaire d'État au Numérique, ainsi que l'ex-députée Amélie de Montchalin, issue de la droite juppéiste, nommée secrétaire d'État aux Affaires européennes. Un macronisme sans oxygène, au personnel politique cramé à peine moins de deux ans après son arrivée à l'Élysée.

Le pouvoir connaît bien des difficultés pour reprendre la main : le grand Blabla est officiellement terminé depuis deux ou trois semaines, et aucune annonce n'est véritablement dans les tuyaux. La feuille de route du pouvoir n'a pas changé : ne plus reculer devant les Gilets jaunes, faire payer les pauvres et l'ensemble du monde du travail. Comme le dit un ministre sous couvert de l'anonymat, « *il faut du miel avant et du sel après* », soit un référendum après les élections européennes et quelques mesurées pour préparer l'opinion à des attaques importantes sur les retraites, l'assurance maladie ou la dépendance...



La fuite en avant comme seule réponse

Pris en étau entre ses soutiens d'en haut et la mobilisation d'en bas, le gouvernement entend accélérer sa politique de casse sociale. La privatisation d'Aéroports de Paris en est un bel exemple, ainsi que le projet de loi sur la fonction publique présenté mercredi dernier en Conseil des ministres : recours aux contractuels et aux contrats tous azimuts, fusion et restriction des instances de dialogue social, « détachement d'office »... Une attaque en règle qui s'inscrit parfaitement dans l'objectif maintenu de supprimer 120 000 postes d'ici à la fin du quinquennat. Sans oublier les ballons d'essai concernant le recul de l'âge de départ à la retraite, contraire à toutes les promesses de campagne du candidat Macron... Et la répression continue pour dissuader toute résistance : les « forces de l'ordre », confortées par la loi antimanif récemment votée, sont là pour s'en assurer. Mais le cas de Geneviève Legay,

cette militante d'Attac de 73 ans grièvement blessée par la police lors d'une charge violente durant l'Acte 19 à Nice, devient un nouveau problème politique. Après bien des mensonges, la responsabilité de la police est bel et bien engagée, mais le policier directement mis en cause indique avoir agi « *dans le strict respect des ordres donnés par sa hiérarchie* »... Dehors Castaner le castagneur !

Et ce ne sont pas les interdictions de manifester (avec leur pluie d'amendes injustifiées), les milliers de contrôles préventifs, les centaines de condamnations à de la prison, les éborgnements ou les mains arrachées... qui mettront fin à la mobilisation.

C'est le moment!

Depuis le début du mouvement des Gilets jaunes mi-novembre, Jupiter-Macron a perdu de sa superbe et a été contraint à un premier recul début décembre, largement trompeur. Il faut donc continuer à frapper ensemble.

Samedi dernier, des manifestations ont mobilisé, dans tout le pays, des dizaines de milliers de parents et d'enseignantEs contre le projet de loi Blanquer, bien mal baptisé « *école de la confiance* ». Et après une première journée de grève nationale mardi 19 mars, les salariéEs de l'éducation nationale seront massivement en grève jeudi 4 avril, en particulier dans les écoles primaires. D'ores et déjà, des reconductions ont eu lieu dans différents établissements du premier comme du second degré (ainsi Paris en grève jeudi dernier). Il faut dire qu'entre la casse du service public et une caporalisation sans précédent, ce projet de loi sur l'école synthétise parfaitement tout ce que ce gouvernement nous promet pour les prochains mois... Et pendant ce temps, la saignée des licenciements continue : dans la Sarthe, Arjowiggins (800 salariéEs); Castorama et Brico Dépôt (11 magasins menacés); Carrefour (1 300 suppressions d'emploi pour cette année)... Tout cela sans oublier la fermeture des usines de l'automobile (Ford Blanquefort, PSA Saint-Ouen et PSA Hérimoncourt) ou encore Bosch à Rodez...

Alors que l'Acte 21 se profile, le monde du travail doit saisir sa chance. Construire la grève, la reconduire là où c'est possible (en particulier dans l'éducation nationale, mais aussi dans d'autres secteurs comme les finances publiques aussi en grève à plusieurs reprises durant le mois de mars), converger avec les Gilets jaunes qui se réuniront à Saint-Nazaire le week-end prochain... Les possibilités de faire naître un printemps social et de faire reculer Macron existent : il faut s'en saisir!

Manu Bichindaritz

ALGÉRIE

« Les rapports de force avec la société ont changé »

On va de surprise en surprise en Algérie : Bouteflika a nommé comme ministre le général Gaïd Salah, qui voulait le destituer, avant d'annoncer sa propre démission d'ici au 28 avril (date légale de la fin de son mandat). Entretien avec Kamel Aïssat, militant du Parti socialiste des travailleurs, qui était présent au meeting parisien du NPA (voir page 10). Propos recueillis le 1^{er} avril.

Y a-t-il un conflit entre l'armée et la présidence ?

Bouteflika a annoncé la constitution d'un nouveau gouvernement où on retrouve comme vice-ministre de la Défense le général Gaïd Salah qui, la veille, avait menacé Bouteflika de le renvoyer, de le démettre. Donc le fond de ces bagarres nocturnes où ils ont tiré les couteaux est qu'ils ont

essayé de construire un compromis en vue de préserver l'essentiel. Ce compromis est basé essentiellement sur la démission de Bouteflika et la nomination d'un gouvernement durant la période transitoire.

Et ce matin, ils ont commencé à sacrifier quelques grands milliardaires à l'image de Haddad et Kouninef, qui ont certainement dilapidé les biens

publics, mais ce n'est qu'un échantillon des personnages qui se sont mal enrichis durant le règne de Bouteflika. Ces sacrifices sont une réponse aux revendications du peuple qui demande quelque part le jugement de tous ceux qui ont acquis des richesses sur le dos de la souveraineté nationale. Les bagarres au sommet de l'État algérien entre les différentes factions

sont très violentes mais en aucune manière leurs solutions ne trouvent un écho dans le mouvement populaire. Celui-ci est plus radical, il exprime, avec son mot d'ordre « *Système dégage* », tout le rejet de ceux qui ont touché à la souveraineté nationale, de ceux qui ont dilapidé les biens depuis des années, de cette bourgeoisie compradore dont une partie est aujourd'hui jetée en pâture au peuple. Mais le peuple en demande beaucoup plus. Les premières réactions à la nomination de ce gouvernement et à ce compromis entre Gaïd Salah et Bouteflika sont le mécontentement et la colère de la rue.

Que penses-tu de l'annonce du départ de Bouteflika ?

Un communiqué de la présidence a été lu lundi soir sur les chaînes de télévision, où ils disent que Bouteflika annonce qu'il démissionnera

Un monde à changer

UKRAÏNE: «LE SERVITEUR DU PEUPLE». Diffusée depuis 2015, la série ukrainienne sobrement nommée «le Serviteur du peuple» est interprétée principalement en russe. Annoncée pour la fin 2018, la diffusion de sa troisième saison a été reportée au 27 mars 2019, soit quatre jours avant le premier tour de l'élection présidentielle. Une opération qui n'est pas seulement commerciale pour cette série qui cartonne. La série traite de l'élection au poste de président de la République d'un professeur d'histoire de Kiev, et de ses déboires. Une élection due à sa volonté d'entamer une lutte acharnée contre la corruption en s'entourant d'une équipe honnête pour s'opposer à un trio d'oligarques tirant ficelles et bénéfices dans l'ombre. Et il s'est avéré que l'acteur principal de cette série, Vladimir Zelenski, né dans l'est du pays en 1978, avait de réelles ambitions présidentielles, manifestées à la fin de l'année 2018, en bénéficiant du soutien d'un parti au nom évocateur: «le Serviteur du peuple»... Par-delà l'humour, la véracité des répliques et de certaines situations de la série, on peut, cependant, plus que douter de la capacité de cet éventuel nouveau président à incarner une inflexion. Propriétaire de biens dans trois pays, Zelenski propose une politique en faveur des plus riches et est entouré dans son équipe de campagne de proches de Yanoukovitch et de Porochenko: les deux derniers oligarques-présidents dont l'un était pro-russe et l'autre non.

La chaîne de télé «1+1», assurant la production et la diffusion de la série, est contrôlée par Igor Kolomoïski, cinquième plus riche oligarque du pays aux intérêts liés à la métallurgie, à la banque, aux entreprises offshore, à la chimie du pétrole, à la construction aéronautique et aux médias, notamment dans sa région natale de Dniépropétrouïsk, dans l'est du pays. La série montre une «bataille» dans le cadre institutionnel existant, à ses sommets et dans les coulisses, sans participation en aucune manière de la population salariée et des retraités à la vie politique active. À l'instar de Sisyphé, le président du film doit tout le temps remonter le rocher en haut de la montagne. Un ressort dramatique pour perpétuer une série, pas pour autre chose. En tête du premier tour des élections du 31 mars, les chances de Zelenski, gagnant progressivement en popularité au cours de la campagne, sont sérieuses. Un véritable séisme politique? Selon un sondage de l'Institut Gallup, 9% des Ukrainiens feraient confiance à leur gouvernement et 12% croient en l'honnêteté des élections. La guerre civile dans l'est du pays, la corruption, le développement des activités mafieuses des secteurs «traditionnels» du banditisme au monde économique, et le niveau de vie assez bas, tout comme les revenus, conduisent de nombreux travailleurs à émigrer. Pas grand-chose à attendre des élections, ni des pseudo-humoristes.

Propositions des Gilets jaunes de Commercy (55)

Depuis plusieurs mois, les Gilets jaunes ont prouvé que le peuple était tout à fait capable de reprendre ses affaires en main. Tout le monde pensait que le mouvement ne passerait pas l'hiver mais nous sentons déjà les douceurs du printemps qui arrive! Nous sommes toujours là! Notre souffrance, notre révolte, notre ras-le-bol, sont toujours là! Notre détermination aussi!

Et nous réclamons toujours les trois mêmes choses:

- davantage de moyens pour vivre;
- davantage de justice et d'égalité;
- une vraie démocratie: le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple.

Face aux dirigeants politiques et aux puissances de l'argent, nous devons tenir et ne rien lâcher sur ces aspirations légitimes! C'est bien pour ça que la coordination mise en place par l'Assemblée des assemblées doit devenir un outil pour amplifier la lutte au niveau national et nous renforcer! Et nous y parviendrons. Mais au-delà de cette coordination et après 4 mois de lutte, il est devenu nécessaire de trouver des moyens d'enraciner notre mouvement.

Car c'est certain: nous ne voulons plus nous quitter et souhaitons continuer ensemble. Mais comment? Et pour aller où? Bien entendu, il nous faut absolument poursuivre les actions nationales, les blocages et les grèves. Mais nous pensons que pour durer nous devons AUSSI agir au niveau local! C'est partout où l'on vit, dans nos

GILETS JAUNES L'assemblée des assemblées de Saint-Nazaire se prépare

Après le rendez-vous de Commercy (26 et 27 janvier), la deuxième «Assemblée des assemblées» des Gilets jaunes se tiendra à Saint-Nazaire les 5, 6 et 7 avril prochains. Plus de 300 délégations sont inscrites, et diverses assemblées ont déjà soumis des propositions à la discussion. Deux exemples parmi d'autres, avec des contributions venues de Commercy et de Loches.

ville, villages, quartiers et municipalités que nous devons construire le rapport de forces et trouver un second souffle. [...] Voici nos propositions pour nous enraciner et faire durer le mouvement:

Premièrement: ouvrons de nouvelles Maisons du peuple partout où les cabanes et les QG ont été expulsés ou trouvons d'autres locaux!

Deuxièmement: allons soutenir les luttes contre la fermeture des écoles, des services publics, des usines, la destruction de nos territoires!

Troisièmement: organisons par nous-mêmes des mini-RIC locaux plutôt que d'attendre que les puissants le mettent en place!

Et quatrièmement, allons plus loin: prenons les communes! Dans les derniers mois nous avons créé des dizaines, des centaines d'assemblées de lutte dans tout le pays: dans les mois à venir faisons fleurir des assemblées municipales populaires partout pour gérer nos villes et nos villages! [...]

Propositions de Gilets jaunes de Loches (37)

[...] Baisse drastique de la TIPP, véritable augmentation substantielle du SMIC payée par les employeurs et non par nos impôts, revalorisation des salaires, pensions et minimas sociaux, suppression de la CSG, suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, augmentation de la TVA sur les produits de luxe, rétablissement de l'ISF, justice fiscale, renationalisation des services publics, une véritable politique de défense de la ruralité, restauration de la souveraineté du peuple, contrôle par le peuple des politiques publiques et des élus, instauration du Référendum d'initiative citoyenne (RIC), etc. Les revendications des Gilets jaunes ne sont pas satisfaites.

L'heure n'est donc pas à la démobilitation ni à l'abandon du combat. Il faut au contraire se mobiliser plus et plus fort afin de faire rompre ce pouvoir s'il ne veut pas plier. [...] Nous devons frapper un grand coup historique. Macron poursuit ses réformes calamiteuses. Bientôt

celle des retraites. On peut le battre maintenant. Le moment est opportun. Si on le laisse passer, on aura moins de chance après de pouvoir lui barrer la route.

Le 1^{er} Mai, traditionnellement dédié aux luttes sociales, aux grèves, et aux manifestations, date symbolique des plus grandes luttes populaires de l'Histoire sociale, a vocation à être un moment fort et un point culminant de l'action et du rassemblement de tout le peuple initié par les Gilets jaunes. C'est pourquoi nous appelons tous les Gilets jaunes «de France et de Navarre», tous les syndicats, tous les partis politiques d'opposition, toutes les associations qui défendent les libertés publiques, à graver la date de ce 1^{er} Mai 2019, dans l'Histoire des luttes populaires en France.

Nous vous appelons toutes et tous à vous joindre dans l'unité à une manifestation géante pour un 1^{er} Mai de convergences et de lutte exceptionnel à Paris (et dans les grandes métropoles françaises pour ceux qui ne pourront pas se rendre à Paris). [...]

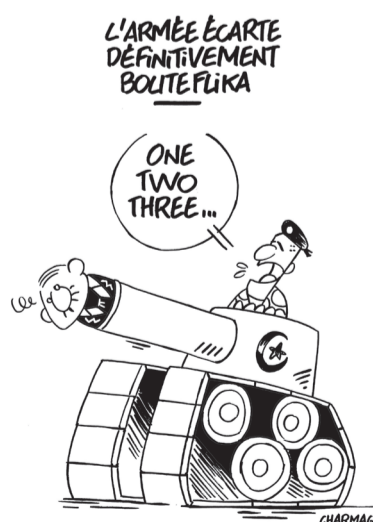
avant le 28 avril et que d'ici là il prendra des mesures importantes qu'il annoncera ultérieurement. Il ne fait référence à aucune mesure particulière.

Gaïd Salah disait il y a de ça un mois qu'il était garant des élections, qu'il soutenait le 5^e mandat de son excellence Bouteflika. Il se trouve que les rapports de force avec la société ont changé, qu'il y a des sacrifices à faire. Ça avait commencé par la première reculade du retrait de la candidature de Bouteflika et la dissolution du gouvernement, puis la nomination d'un nouveau gouvernement en sacrifiant Ramtane Lamamra, le ministre des Affaires étrangères qui était numéro 2 du gouvernement. Celui-ci avait fait trop de tournées au niveau des pays européens... Mais il faut comprendre que nous sommes en face d'un pouvoir

composé de plusieurs factions qui sont dans un moment de crise, donc ils sont en train de rechercher le compromis qui leur permette de maintenir leurs intérêts au long terme et ils ont commencé par les premiers sacrifices: Bouteflika n'aura pas de 5^e mandat, ils sont en train d'arrêter beaucoup d'hommes d'affaires puissants en Algérie, ils sont en train de réaliser certaines concessions sous la pression du mouvement populaire.

Que défend le PST dans cette situation?

Vendredi prochain, le PST va être mobilisé avec toutes ses forces pour essayer de diffuser nos idées, plus particulièrement sur l'assemblée constituante qui part des intérêts de la majorité du peuple algérien, c'est-à-dire des travailleurs, des chômeurs, des femmes, de tous les exclus du système capitaliste, dont



les revendications doivent se retrouver codifiées dans la nouvelle constitution. La mobilisation sera très forte, peut-être beaucoup plus forte que les

autres mobilisations. Dans les associations, dans les discussions, les gens envisagent non plus de venir en famille mais de venir y compris avec leurs animaux domestiques pour qu'ils comprennent que le peuple veut qu'ils dégagent tous et qu'on ne veut pas d'eux pour organiser aucune transition!

Notre idée d'assemblée constituante basée sur les intérêts d'une masse populaire est en train de s'implanter dans beaucoup de secteurs. Ce n'est pas une fin en soi mais une étape dans le processus en cours en Algérie pour arracher le plus d'espace, pour asseoir plus de droits sociaux et démocratiques dans la nouvelle Constitution algérienne.

Propos recueillis par Sam Wahch et Antoine Larrache

Version longue en ligne sur <https://npa2009.org/idees/international/algérie-les-factions-a-pouvoir-font-des-sacrifices-pour-maintenir-leurs>

Le chiffre 7100

C'est, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), le nombre de GazaouiEs qui ont été blessés par balle lors des «Marches du retour», organisées depuis le 30 mars 2018. Soit, en moyenne sur un an, plus de 130 blessés par balle chaque semaine. Sur la même période, ce sont 200 GazaouiEs qui ont été tués par balle, dont 41 mineurEs.



Agenda

Jeudi 4 avril, manifestation contre le projet de loi Blanquer, Paris.

Départ 14h, place de l'Opéra.

5-6-7 avril, 2^e assemblée des assemblées des Gilets jaunes, Saint-Nazaire.

Samedi 6 avril, manifestation des Gilets jaunes Acte 21.

Samedi 6 et dimanche 7 avril, salon anticolonial, Paris. Au CICP, 21 ter rue Voltaire, Paris 11^e.

Dimanche 7 avril, concert de soutien pour les 1 an de grève des postierEs du 92, Paris. Avec Sidi Waxho,

L'inconsolable, Dubamix, Paul Exploit...

De 15h à 21h à la Bellevilloise, 19-21 rue Boyer à Paris 20^e, 15 euros.

Jeudi 11 avril, manifestation des retraitésEs, Paris. Départ 14h30, place de l'Hôtel-de-Ville, en direction de place de la Concorde.

NO COMMENT

Je suis interpellée parce que le format «Envoyé spécial» est devenu et par l'émission «Cash investigation». Je trouve que quand on montre sans cesse, sur le service public de surcroît, aux gens, des exemples de politiciens corrompus, d'hommes et de femmes politiques véreux, de gens qui détournent de l'argent, [...] je trouve que c'est un peu une forme de populisme de dire ils sont tous pourris.

MARLÈNE SCHIAPPA, Télés-Loisirs, 28 mars 2019.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

« DÉPENDANCE »**Un gouffre entre les mesures affichées et les intentions réelles**

Le rapport « Grand âge et autonomie »¹, commandé par le gouvernement, vient d'être rendu public, deux mois avant les élections européennes. Il préconise de nombreuses mesures de bon sens, mais aussi des dispositifs qui sont des mines placées sous le terrain de la Sécurité sociale.

L'objectif de la « réforme d'ampleur » serait « [d']assurer auprès des personnes fragilisées par le grand âge la présence suffisante de professionnels qualifiés [...] dans une relation d'accompagnement non seulement technique mais aussi humaine » et « [d']engager un changement profond du système d'accompagnement [...] afin de privilégier la vie à domicile le plus longtemps possible ». « Des solutions innovantes de mobilité, d'adaptation du logement et d'amélioration du quotidien » sont annoncées, ainsi que l'amélioration des conditions de travail et des hausses de rémunération des professionnels en établissement et à domicile. La prévention de la perte d'autonomie « qui n'est pas une fatalité » est présentée comme un objectif central. Des embauches massives (25% de hausse des effectifs en Ehpad) sont annoncées...



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

Attention dangers !

Le rapport semble se soucier des conditions de travail et des salaires des personnels, mais il fait peser des menaces sur les conventions collectives en annonçant leur « rapprochement ». Il prétend payer les aidants, mais il fait par ailleurs appel au bénévolat !

Aucune distinction n'est faite entre les institutions et établissements publics ou associatifs et le privé à but lucratif. La perte d'autonomie doit être « un risque de Protection sociale » (des institutions publiques ou privées) et serait « intégrée dans le champ des lois de financement de la Sécurité sociale ». Les dépenses obligatoires ne répondraient pas aux besoins mais aux objectifs de dépenses votées par le Parlement.

Il n'est certes pas question de « mettre en place une assurance privée obligatoire » mais il faut « favoriser le développement des produits d'assurance privée facultative ». Les complémentaires santé veillent aux gains : la Fédération française de l'assurance prépare, avec la Mutualité (la FNMF) un partenariat public-privé conciliant un « financement universel par répartition et des assurances privées » en incluant une garantie dépendance dans les complémentaires santé².

Le financement de la prise en charge publique de la perte d'autonomie serait assuré par le maintien de la Contribution à la réduction de la dette sociale (CRDS) de 0,5% au-delà de 2024, date de son expiration. Des ministres veulent puiser dans les recettes des caisses maladie et retraites de la sécu, car « il faut choisir » entre les prestations selon Agnès Buzyn.

Le NPA maintient son choix : un service public de la perte d'autonomie intervenant en institution et à domicile, pris en charge par la Sécu, financé à la hauteur des besoins par la part patronale des cotisations sociales, l'embauche et la formation du personnel (un agent par résident en Ehpad) payé au minimum au SMIC revendiqué : 1800 euros net.

S. Bernard

1 - Rapport en ligne sur https://www.apmnews.com/documents/201903281006490.Rapport_Grand_Age_Autonomie.pdf (228 pages dont une synthèse pages 13 à 19).

2 - Le Figaro du 29 mars 2019.

ALPES-MARITIMES Avec Geneviève, pour la justice sociale, contre la répression policière

Il aura fallu près d'une semaine pour que le procureur de Nice soit contraint de reconnaître, à la lumière des vidéos, la responsabilité de la police dans la chute de Geneviève Legay.

Samedi 23 mars. Alors que la ville de Nice est en état de siège pour accueillir Xi Jinping et Macron, un premier rassemblement pacifique réunissant une centaine de personnes se déroule sur la place Garibaldi pour protester contre les interdictions de manifester. C'est lors d'une violente charge policière que Geneviève Legay, militante et porte-parole d'ATTAC 06 est projetée à terre. La police empêche les street médics d'intervenir auprès de Geneviève et les met en garde à vue... Hospitalisée, Geneviève souffre de nombreuses fractures du crâne et d'une fracture du rocher, ainsi que de plusieurs côtes cassées.

Différentes plaintes seront déposées par la famille et ATTAC France pour « violences volontaires sur personne vulnérable par personne ayant autorité et armée », mais également pour subornation de témoin. En effet des policiers se sont rendus l'après-midi au chevet de Geneviève pour lui faire dire que ce n'est pas un policier mais un caméraman qui l'aurait renversée. Le samedi 23 dans l'après-midi, à l'appel des Gilets jaunes, 500 à 600 manifestantEs se retrouvent devant la gare fermée par la police. Sit-in pacifique puis, quand la manif bouge, encerclement par un dispositif impressionnant de robocops. Les manifestantEs avancent dans les rues de Nice, mais au bout d'un moment les flics balancent des gaz et font usage de LBD. Un Gilet jaune se retrouve aux urgences (oreille coupée en deux). 80 interpellations auront lieu dans le département, dont 75 à Nice.

**Colère contre l'État policier**

Lundi 25 mars. À l'appel d'ATTAC, relayé par plusieurs organisations dont le NPA, se tient place Garibaldi un rassemblement de soutien à Geneviève, avec plus de 700 militantEs associatifs, syndicaux, politiques et Gilets jaunes. Prises de parole, en particulier des organisations où Geneviève milite (ATTAC, CGT et Ensemble), puis des Gilets jaunes et de Roya citoyenne. S'expriment également de nombreux témoignages de sympathie, mais aussi de colère contre cet État policier et ce président qui fait une nouvelle fois preuve de mépris en conseillant la « sagesse » à Geneviève...

Au moment de la dispersion, une manifestation improvisée se rend

jusqu'à l'arbre de la liberté puis conduite par les Gilets jaunes se dirige sans incident jusqu'à la mairie de Nice.

Mardi 26 mars. Une dizaine d'organisations appellent collectivement à participer à la manifestation des Gilets jaunes du samedi 30 mars. Il s'agit pour elles de :

- Défendre la liberté de manifester et plus largement, les libertés démocratiques ;
- Condamner les déclarations pater nalistes et condescendantes du président de la République ;
- Dénoncer l'escalade sécuritaire et autoritariste ;
- Affirmer la légitimité des revendications portées tant par les mobilisations syndicales que par les Gilets

jaunes (augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, développement des services publics, autre répartition des richesses favorable à ceux qui les produisent... Les organisations entendent également mettre en place un observatoire des libertés.

Sit-in devant l'hôpital Pasteur

Samedi 30 mars, jour de manifestation des Gilets jaunes. Après un rassemblement comptant environ 1500 participantEs devant la gare, la manifestation se dirige vers l'hôpital Pasteur. Derrière un groupe de motards c'est, à la demande des Gilets jaunes, ATTAC 06 qui est en tête de cortège. La manifestation dévie de son parcours initial pour emprunter la voie rapide, bloquant ainsi toute circulation pendant une demi-heure.

Un premier arrêt a lieu devant la prison où des Gilets jaunes sont détenus. Les manifestants demandent leur libération contre l'emprisonnement du commissaire Rabah Souchi, responsable de la charge contre Geneviève et de l'arrestation des street médics.

Devant l'hôpital Pasteur, un sit-in est organisé. Les filles de Geneviève viennent à notre rencontre pour nous donner des nouvelles de leur mère. La manifestation se dirige ensuite vers la caserne Auvare, où sont retenus en garde à vue plusieurs Gilets jaunes, avant de revenir au centre-ville. Malgré l'énorme dispositif policier aux abords de la gare, la présence policière a été relativement discrète pendant le déroulement de la manifestation qui, bien que très déterminée, est restée très pacifique.

Correspondant

ANTIRACISME Contre la romophobie

Dans la nuit du 25 au 26 mars, et pendant plusieurs jours, des Roms ont été poursuivis et violentés dans une dizaine de villes en région parisienne. Une rumeur affirmant qu'ils circulaient à bord de camionnettes blanches afin d'enlever des enfants semble avoir été le déclencheur de ces tentatives de pogroms.



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

dans plusieurs centaines de bidonvilles sur l'ensemble du territoire.

Discours racistes et absence de droits

Cette politique s'accompagne de textes et discours racistes, parfois à caractère fasciste. Petit florilège : « catégorie ethnique dangereuse » (circulaire de 2010), « péril errant » (Sarkozy), « Ils ont vocation à retourner chez eux » (Valls), « Comme quoi Hitler il en a peut-être pas tué assez hein » (Bourdouleix, maire de Cholet), « Pour leur faire payer leur séjour on pourrait leur arracher leurs dents en

or et les vendre » (Sinisi, conseiller municipal à Fontaine)... S'ajoute aux politiques racistes la privation de tous les droits : la Cour européenne des droits de l'homme a condamné six fois la France pour non-respect des droits des Roms à la santé, à l'assistance sociale et médicale, à la protection, à l'éducation, au logement. En vain. Le traitement particulièrement stigmatisant et le discours politique raciste contre toute la population rom visent à la déshumaniser, la rendre barbare. La chasse aux Roms est ouverte, avec son lot d'actes racistes voire de pogroms, qu'il faut évidemment

condamner et combattre, d'où qu'ils viennent.

Répondre politiquement

Nous combattons tous les racismes, d'où qu'ils viennent et qu'elles qu'en soient les victimes, sans hiérarchisation. Le racisme est utile à Macron et à son gouvernement pour stigmatiser les pauvres par catégorie (les jeunes de banlieue, les Roms, les musulmanEs, les chômeurEs...) et nous diviser. Pour nous éloigner du seul enjeu qui vaille : la lutte contre sa politique au profit des riches.

Il faut au contraire « nous unir pour ne pas subir »¹, renforcer nos solidarités, nos rencontres, la protection des victimes, imposer avec tous et toutes les discriminéEs nos droits, comme celui au logement pérenne et digne, au travail, à l'éducation. En gagner de nouveaux, comme la liberté de circulation et d'installation, l'ouverture des frontières.

C'est une lutte quotidienne aux perspectives immenses : abattre ce système qui nous détruit et inventer un monde pour nous tous et toutes !

Roseline Vachetta

1 - Communiqué du FUIQP suite aux récentes agressions romophobes.

MALI Stopper la spirale de la violence

Le massacre de Ogossagou et Welingara dans la région de Mopti, au centre du Mali, a fait au moins 165 mortEs. Les témoins font état d'actes d'une grande cruauté, y compris contre les enfants et les personnes âgées. Cette tuerie fait suite à de nombreuses violences qui se produisent dans la région depuis maintenant plusieurs années.

La région de Mopti, traversée par le fleuve Niger, est très fertile et densément peuplée. Parmi les nombreuses communautés qui y vivent, on trouve notamment les Peuls, les Dogons, les Bambaras, mais aussi des Arabes ou des Touaregs.

Agriculteurs contre pasteurs

En 2012, les Peuls ont été victimes de razzias des Touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL), qui s'étaient fait évincer du nord du pays par les combattants islamistes. En l'absence de protection de l'État, une partie des Peuls a rejoint des groupes djihadistes pour assurer leur protection et celle de leur bétail.

Depuis longtemps, les périodes de transhumance sont sources de tensions. Les troupeaux traversent les champs, occasionnant des dégâts, et utilisent les points d'eau. Traditionnellement des médiations permettaient, via des dédommagements, de trouver des solutions pacifiques. Le réchauffement climatique a changé la donne, en contribuant à la raréfaction des ressources. Les dédommagements exigés deviennent plus nombreux et plus chers, les médiations entreprises par les anciens ont moins de légitimité et les conflits violents augmentent entre les Dogons ou Bambaras, majoritairement agriculteurs, et les éleveurs Peuls. Les conséquences de ces conflits sont



plus coûteuses en vies humaines du fait de la circulation grandissante d'armes de guerre.

Djihadisme et stigmatisation des Peuls

Dans le même temps, l'émergence d'une mouvance armée djihadiste, la Katiba de Macina, dirigée par le prédicateur Amadou Koufa, a contribué à augmenter l'insécurité dans la région. Koufa est un prédicateur célèbre pour ses dons oratoires et sa connaissance du Coran. Ses prêches dénoncent, pêle-mêle, la corruption de l'État, la dissolution des mœurs, mais aussi l'ordre social injuste, et il prône un égalitarisme qui trouve écho parmi les Peuls situés au bas de l'échelle de leur communauté, très hiérarchisée. La dimension sociale de l'engagement prévaut sur les

autres motivations, notamment religieuses.

Les meurtres ciblés contre les agents de l'État – militaires, policiers, instituteurs – mais aussi les notables et les religieux, vont créer un vide permettant au groupe djihadiste d'asseoir son pouvoir sur de larges zones de la région du centre du Mali. Comme cette Katiba est composée majoritairement de Peuls, l'amalgame entre cette communauté et les islamistes est facilité.

Ni milice ni impunité

En réponse aux attaques des djihadistes, la communauté Dogon s'est dotée de milices structurées par les Dozos – les chasseurs traditionnels – dont le but est la protection des villages dogons. La plus connue est Dan Nan Ambassagou, qui serait impliquée dans le massacre.

Le gouvernement a laissé faire, sans toutefois soutenir ouvertement ce groupe armé. Mais sur le terrain une alliance de fait s'est créée entre l'armée malienne et Dan Nan Ambassagou, qui joue le rôle de suppléant. Dans la lutte contre le terrorisme dans la région de Mopti – où l'armée française est impliquée – les Peuls ont été victimes de nombreuses exactions en toute impunité.

Ainsi les auteurs, issus de la communauté Bambara, du massacre de 29 Peuls à Nampala en 2016 ont été relâchés ou ont écopé d'une peine de prison avec sursis. Une clémence justifiée par Bamako par une avancée vers la réconciliation, mais surtout interprétée par les Peuls comme un permis de tuer... L'armée française pratique la même stratégie d'alliances et de soutien à certaines milices. Ce fut le cas en 2012 avec l'opération Serval, en coopération avec le MNL, et ça l'est encore dans le cadre de l'opération Barkhane. La France collabore avec des milices communautaires pour « sécuriser » la frontière entre le Mali et le Niger. Cette politique ne fait qu'aggraver la situation. En effet l'ensemble des communautés sont associées à tel ou tel camp et, à l'arrivée, ce sont les populations civiles qui subissent les actes de représailles des milices, comme cela vient de se produire avec le terrible massacre de Ogossagou et Welingara.

Paul Martial

TURQUIE

Un souffle d'espoir pour l'opposition

Retour sur les élections locales du 31 mars.

Tout d'abord, on peut dire que les élections locales du 31 mars en Turquie marquent un déclin du pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP, le parti d'Erdogan au pouvoir) et un accroissement du soutien au Parti républicain du peuple (CHP). Dans le cadre du nouveau système électoral en Turquie, l'AKP a poursuivi son alliance avec le parti d'extrême droite, Mouvement nationaliste (MHP), et le CHP s'est allié avec le Bon Parti, parti nouvellement créé par des membres du MHP qui s'en sont séparés. À l'appel de son chef, Selahattin Demirtaş, l'un des nombreux hommes politiques kurdes emprisonnés, le Parti démocratique du peuple (HDP, Kurdes et gauche) a également apporté son soutien à l'alliance dirigée par le CHP dans de nombreuses villes, alors qu'il se présentait également en tant que HDP dans des villes kurdes.

Transfert des voix entre les partis de droite

Ainsi, le CHP a remporté les quatre plus grandes villes de Turquie, à savoir Istanbul, Ankara, Izmir et Adana, mais les résultats d'Istanbul n'ont été annoncés que le lendemain des élections. La nuit a été longue pour les 16 millions d'habitants d'Istanbul puisque l'Anatolian News Agency (AA), une entreprise publique, a cessé d'envoyer les résultats du vote aux médias après 23 h. Et le Conseil suprême des élections a également attendu jusqu'au lendemain matin pour annoncer les résultats. Ce n'est pas la première fois que l'agence d'information officielle AA utilise cette stratégie manipulateur, consistant à diffuser de bonne heure les votes favorables à l'AKP, puis à faire à attendre les résultats pendant un certain temps...

Dans les villes où AKP et MHP se sont présentés aux élections séparément, le MHP l'a presque partout emporté; on peut ainsi dire que les votes de droite ont été transférés de l'AKP au MHP dans un certain nombre de villes. Donc, clairement, une partie de l'échec de l'AKP ne signifie pas que les électeurs deviennent de moins en moins réactionnaires, mais marque surtout un transfert des voix entre les partis de droite.

Importance de la question kurde

Le HDP, de gauche, issu du mouvement kurde, a cependant réussi à reconquérir six des dix villes placées sous tutelle de l'État (villes où les maires ont été limogés et remplacés par un administrateur du gouvernement). Toutefois Şırnak, l'une des places-fortes du HDP, a été largement gagnée par l'AKP; ce qui ne peut pas s'expliquer uniquement par l'augmentation du nombre de forces de sécurité et de responsables gouvernementaux installés dans la ville.

Cependant, il convient de mentionner clairement que l'ensemble du processus électoral était totalement injuste pour l'ensemble des oppositions, mais encore plus injuste pour le HDP, étant donné que presque tous les médias (à l'exception de quelques chaînes indépendantes) sont détenus et/ou contrôlés par le gouvernement et que les dirigeants de l'opposition n'y avaient pas leur place, sans compter que le HDP est constamment criminalisé par le gouvernement.

Il convient également de mentionner quelques autres points marquants: le HDP est une fois de plus le parti qui compte le plus grand nombre de femmes élues lors des élections du 31 mars, avec 54 femmes élues; ce qui n'est pas une surprise puisque le système de « co-maire » (une femme, un homme) est un principe pour le HDP. Un autre résultat frappant est venu de Dersim (à l'est de la Turquie), où le candidat du Parti communiste turc, Fatih Mehmet Macoglu, a gagné (il était auparavant maire du district d'Ovacık de Dersim). En résumé, les élections peuvent être considérées comme une victoire à la fois pour le CHP et le MHP, et ont également démontré la capacité de résistance du HDP. L'AKP a perdu les villes les plus importantes. Enfin, malgré la diminution de son nombre de voix, le score du HDP, en particulier dans des villes comme Istanbul, Ankara et Adana, devra absolument être pris en compte, à l'avenir, par le camp du CHP, en ce qui concerne son attitude à l'égard de la question kurde.

S. Ozturk, traduction HW

GÉOPOLITIQUE Xi Jinping, l'Europe et les États-Unis

Non seulement la dirigeante du géant de la téléphonie Huawei a été un temps incarcérée au Canada (ce n'est pas banal), mais Donald Trump a appelé ses alliés à exclure, au nom de la sécurité occidentale, tout recours à cette entreprise dans la mise en place du réseau 5G, alors qu'elle offre actuellement le produit le plus efficace à moindre coût. D'économique, la confrontation devient explicitement géopolitique.

Offensive tous azimuts des USA

Washington pousse à la reconstitution de blocs « Est-Ouest » – dans une économie profondément mondialisée. On entre dans une dynamique inédite qui soulève bien des questions. La visite de Xi Jinping est l'occasion de faire le point.

Les États-Unis bénéficient de leur position dominante, mais le « facteur Trump » et son cavalier se sont inquiétés de ses alliés qui ne sont pas consultés, même quand leurs intérêts sont directement en jeu. Significativement, dans un premier temps, seuls le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont formellement obtempéré à l'injonction de Washington d'exclure à priori Huawei du marché de la 5G.

Face à une offensive tous azimuts des USA, Xi Jinping joue l'esquive, après avoir clamé haut et fort que le monde entrait dans le « siècle chinois ». Pékin ne bénéficie pas d'un système d'alliance

La récente visite de Xi Jinping en Europe s'est déroulée dans un contexte mondial nouveau, caractérisé par une radicalisation du conflit entre la puissance établie (Washington) et la puissance montante (Pékin).

diplomatique établi avec des capitales qui comptent dans l'arène internationale. La Chine cherche donc à renforcer sa présence grâce à ses investissements et ses prêts, sans exiger de ses pays « amis » en Occident qu'ils prennent leurs distances avec Washington. Dans cette optique, en Europe, ce sont les États qui comptent, pas l'Union européenne en tant que telle. Les points marqués en Italie (la signature d'un protocole intégrant le pays à la « route de la soie chinoise ») et à Monaco (le choix de Huawei pour le 5G) illustrent cette priorité.

L'UE tiraillée

L'Union européenne se retrouve comme d'habitude tiraillée. Elle n'est pas une puissance mondiale et ne peut donc jouer sa propre partition. Elle ne peut ignorer ni les pressions étatsuniennes ni l'importance du marché chinois. Elle affirme des principes (front commun européen) qu'elle ne peut tenir. Macron illustre jusqu'à la caricature ces contradictions. Il est le plus fervent défenseur de la « fermeté » face à la Chine, et signe le plus gros contrat commercial: la commande de 300 Airbus... La bataille d'influence entre la Chine et les États-Unis fait actuellement rage en Europe centrale et orientale. Que fait Bruxelles ?



Nous entrons dans une période indécise. Le développement des capacités militaires de la Chine relance une course générale à l'armement et, là aussi, la formation de blocs stratégiques, telle la constitution d'un commandement US Indo-Pacifique permettant d'associer étroitement l'Inde aux États-Unis.

Washington veut à tout prix empêcher la Chine de réussir sa montée en force dans les hautes technologies (microprocesseurs...). Trump cherche à étouffer sa croissance... au risque d'initier une récession mondiale alors que l'économie chinoise est déjà en crise.

Avenir incertain en Chine

En Chine même, le chômage croît. Or l'équilibre du régime dépend de la perception qu'a la population

de l'avenir. Si l'espoir de voir les enfants vivre mieux que leurs parents s'évanouit, les mouvements sociaux peuvent s'étendre. Les luttes de fractions au sein du parti semblent s'aiguïser. L'avenir est incertain.

Durant la visite de Xi Jinping, l'absolu manque de recul des éditorialistes et « faiseurs d'opinion » en France était en général abyssal. L'État chinois n'est pas démocratique? Certes. Macron aurait-il dû recevoir sans préalable Xi Jinping? L'État français soutient bien des dictatures en Afrique, et a fait passer l'état d'urgence dans le droit commun; il devrait commencer par faire son propre examen de conscience en matière de démocratie!

Les pays qui bénéficient de « l'aide » chinoise risquent de se voir subordonner? Certes. Les puissances européennes le savent bien, qui subordonnent des peuples depuis des siècles. Elles doivent défendre leur sécurité? Que font-elles contre les États-Unis qui ont mis les téléphones portables de Merkel et Macron sur écoute et sont maîtres en matière d'espionnage industriel? Et alors que Trump ne cesse d'interférer en Europe (y compris sur le Brexit), et que se proches soutiennent politiquement et financent l'extrême droite européenne...

Pierre Rousset



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

LA CAMPAGNE DU POUVOIR EST LANCÉE

Plus de quatre mois après le premier week-end de mobilisation, le mouvement des Gilets jaunes continue d'être un fait politique et social majeur. Contrairement à ce que Macron et les siens espéraient lors du lancement du « Grand débat », la contestation n'a pas cessé et, selon les dernières enquêtes d'opinion, les Gilets jaunes continuent d'être soutenus majoritairement dans la population, avec des niveaux de soutien très élevés dans les classes populaires. Les campagnes de dénigrement et la focalisation politico-médiatique sur les « violences » n'ont pas suffi : les mots d'ordre pour plus de démocratie, pour plus de justice sociale et fiscale, pour l'augmentation des salaires et des revenus, etc., recueillent l'adhésion de la majorité de la population, ce qui confirme le caractère minoritaire du pouvoir et de ses politiques.



La mobilisation des Gilets jaunes demeure ainsi, quatre mois après le 17 novembre, un point de cristallisation des contradictions sociales et politiques de la présidence Macron, et un facteur de déstabilisation majeur. Sous le double impact du mouvement des Gilets jaunes et des répliques de l'affaire Benalla, qui mine le pouvoir depuis l'été dernier, la Macronie demeure en effet dans une situation de crise, qui se traduit non seulement par la recherche permanente d'artifices communicationnels et de fusibles à faire sauter, mais aussi par des départs en série dans l'entourage direct de Macron. Malgré quelques ralliements opportunistes à l'occasion des élections européennes, l'Élysée peine à renouveler ses équipes, ce dont témoigne le dernier « mini-remaniement ».

Macron en campagne

Mais, malgré cette érosion de sa légitimité et cette instabilité maintenue, le gouvernement n'entend pas toutefois renoncer à ses contre-réformes, même s'il a dû en partie lever le pied en décembre-janvier et concéder de vrais-faux reculs (sur la CSG et la prime d'activité). Loi sur l'école, loi santé, privatisations, assurance chômage, CAP 2022, etc. : le rouleau compresseur est toujours là, et les projets à venir (sur les retraites et la Sécurité notamment) annoncent toujours plus de reculs sociaux. Et nul doute que ce n'est pas à propos de ces politiques que la population sera consultée lors d'un éventuel

référendum, qui ne portera pas sur des questions qui sont le cœur du projet et de la politique de Macron.

C'est dans ce contexte global que Macron et les siens sont partis en campagne, avec le lancement de la liste « Renaissance » (sic), à la tête de laquelle se trouve l'ex-ministre des Affaires européennes Nathalie Loiseau, mais dont le leader quasi-officiel est Emmanuel Macron lui-même, qui avait lancé les hostilités avec une tribune publiée il y a quelques semaines dans la presse européenne, se posant en sauveur de l'UE et en bon premier de sa classe. Le programme de LREM pour les élections n'a pas encore été rendu public, mais il est déjà connu, puisque Macron et les siens répètent qu'ils n'entendent pas changer de cap : mesures au service des riches, destruction des acquis sociaux et des mécanismes de solidarité collective, mépris – en paroles et en actes – pour les classes populaires, défense de l'Europe de l'austérité et de la chasse aux migrantEs.

Jouer les trouble-fête

Le choix du pouvoir est clair : il s'agit de « ramasser » en une seule séquence la campagne des européennes, les rendus du « Grand débat » et la poursuite de l'épreuve de force face au mouvement des Gilets jaunes et aux autres mobilisations sociales, ce qui va donner une coloration particulière à la campagne. Dans le contexte politique et social actuel, impossible pour Macron de mener une campagne électorale « normale », et nul doute que les Gilets jaunes et tous les secteurs mobilisés contre les politiques de régression sociale entendent bien jouer les trouble-fête durant les semaines qui viennent. Le NPA sera bien évidemment de la partie, en menant une campagne politique militante, qui se fera en lien avec les luttes en cours, et en soutien à ces dernières, seules à même de modifier radicalement le rapport de forces face au gouvernement Macron, pour en finir avec sa politique au service des riches et des grands groupes capitalistes.

Le Conseil politique national du NPA, réuni les 23 et 24 mars, a pris acte du fait que, malgré la campagne de souscription menée au cours des derniers mois, notre organisation n'aurait pas les moyens financiers de présenter une liste lors des élections européennes. Le NPA ne présentant pas de liste, il appellera lors du scrutin du 26 mai à voter pour la liste présentée par Lutte ouvrière, organisation vis-à-vis de laquelle nous avons engagé, malgré nos divergences, une démarche unitaire en vue d'une campagne commune, anticapitaliste, révolutionnaire, malheureusement sans succès. Nous n'entendons cependant pas être absents du débat politique de ces prochaines semaines et nous résigner face à un système électoral injuste et particulièrement contraignant pour une organisation comme la nôtre, qui ne vit que grâce aux cotisations de ses militantEs et aux dons de ses sympathisantEs. Et nous mènerons donc campagne!



UNE ANTICA INTER

FAIRE ENTENDRE UNE VOIX ANTICA

Même s'il n'a pas réussi à réunir les fonds suffisants pour présenter une liste lors des élections européennes, le NPA mènera sa propre campagne dans les prochaines semaines. Une campagne politique, autour de grands thèmes (pour une Europe des travailleurEs face à l'Europe des patrons, pour une écologie anticapitaliste, pour l'union de touTEs les travailleurEs, au-delà des frontières, pour l'ouverture totale de celles-ci, etc.). Mais aussi une campagne qui s'inscrit dans les mobilisations, pour aider à construire les convergences, un mouvement d'ensemble pour faire reculer Macron.

Contre leur Europe

Ces prochaines semaines, ces prochains mois, nous entendons ainsi faire exister une voix anticapitaliste et internationaliste, qui combatte l'Union européenne, machine de guerre contre les intérêts des salariéEs, comme les différents États et gouvernements qui la composent, celui de Macron en premier lieu. Nous nous opposons à la fois à la construction libérale de l'Europe, à ses traités, tout autant qu'aux nationalismes et aux tentations du repli chauvin. Notre campagne s'inscrit dans la volonté de construire une opposition internationaliste à la politique de haine et à la mise



en concurrence des peuples et des travailleurEs qui ferait croire qu'il existe une solution dans le cadre national. Pour une Europe des

travailleurEs et des peuples, nous voulons défendre des mesures anticapitalistes contre l'austérité, pour de nouveaux droits, ce qui



CAMPAGNE ANTICAPITALISTE ET ANTINATIONALISTE

ANTICAPITALISTE ET INTERNATIONALISTE

se passe par une rupture avec les traités européens : la réquisition des grandes entreprises qui licencient, des multinationales de l'énergie et des banques ; la solidarité avec les migrantEs, avec l'ouverture des frontières pour la liberté de circulation et d'installation ; la dénonciation des guerres et des pillages opérés par les puissances européennes en Afrique et au Moyen-Orient ; l'égalité des droits, en particulier pour les femmes qui passe par la reconnaissance du droit fondamental à l'IVG et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Face à leur remise en cause croissante, nous défendons tous les droits démocratiques et réaffirmons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Notre perspective reste une société écosocialiste dans laquelle les priorités de production et de consommation seront démocratiquement décidées par et pour la population elle-même, et non plus basées sur la logique du profit, de l'exploitation, et de la destruction du vivant.

Un programme d'urgence... et de lutte!

Par rapport à des enjeux plus nationaux, nous allons œuvrer à populariser un plan d'urgence : pour une augmentation des salaires et pensions de 300 euros, pour l'interdiction des licenciements, pour une révolution fiscale...

Posant la question d'une autre répartition des richesses, un tel plan combinerait l'ensemble de nos réponses répondant aux urgences sociales, écologiques et démocratiques, entrant en particulier en résonance avec les questions liées au mode de vie et aux aspirations démocratiques posées par le mouvement des Gilets jaunes : vie chère, transports, éloignement des lieux de travail et lieux de vie, rejet du « système », de ses institutions et des forces politiques ou syndicales qui y sont liées, crise de la représentation politique, interrogations sur des formes de structurations démocratiques, etc. Nous défendons, au total, un programme de luttes, car seule une très puissante mobilisation des classes populaires permettra d'imposer ces mesures. Les travailleurEs, qui font tourner l'économie et produisent les richesses, peuvent inverser le rapport de forces. Nous voulons un gouvernement des travailleurEs, qui en finisse avec l'austérité et engage une rupture avec le capitalisme. Nous savons que cette mise en œuvre se heurterait à une réaction violente, de la part des capitalistes mais aussi des dirigeants européens, des institutions de l'Union européenne et de la Banque centrale européenne. Cela exigerait donc non seulement de désobéir aux injonctions et aux règles de l'UE, mais aussi d'en appeler à la

solidarité et au soutien de tous les autres peuples européens qui, en butte aux mêmes politiques capitalistes, partagent les mêmes intérêts que les nôtres. Dans chaque pays, il est nécessaire de construire de grands mouvements unitaires du monde du travail, des grèves générales, qui en se répondant, en se coordonnant, pourraient construire une véritable solidarité internationale et une autre société, sans classe, sans oppression.

La bonne surprise venue d'Algérie, avec la mobilisation – toujours en cours – de millions d'AlgérienEs contre le « système » Bouteflika et, plus globalement, contre le régime prédateur, nous rappelle que la crise mondiale du capitalisme et les réactions en chaîne qu'elle a déclenchées, est toujours génératrice d'instabilité politique. Dans un paysage mondial marqué par la montée en puissance des courants nationalistes-autoritaires, de Trump à Orbán et Salvini en passant par Erdogan et Bolsonaro, la lutte des AlgérienEs nous rappelle que les mobilisations populaires de masse ont le pouvoir de changer le cours des choses. C'est ce que porte le NPA, qui milite pour construire un parti pour les exploités, pour celles et ceux qui font tourner cette société par leur travail et veulent enfin l'organiser pour les besoins, pas pour les profits capitalistes!

LES EXTRÊMES DROITES EUROPÉENNES À L'ASSAUT DU POUVOIR

Le journaliste et historien Dominique Vidal, dans l'introduction de l'ouvrage qu'il vient de coordonner aux éditions Demopolis, *les Nationalistes à l'assaut de l'Europe*, dresse un constat accablant quant à la progression électorale des courants nationalistes et d'extrême droite en Europe : « Ces partis monopolisent en effet déjà le pouvoir dans deux pays : la Hongrie, avec le Fidesz (49,27%) et le Jobbik (19,06%), et la Pologne avec le parti PiS (37,6%). Ils l'exercent aussi au sein de coalitions, en général de droite, dans neuf pays européens : en Italie avec le Mouvement des 5 étoiles (32,7%) et la Ligue (17,35%), en République tchèque avec le parti ANO (29,6%), en Slovaquie avec le SMER (28,3%), en Autriche avec la Parti de la liberté (FPÖ, 26%), en Finlande jusqu'en 2017 avec les Vrais Finlandais (17,6%), en Norvège avec le Parti du progrès (qui n'a recueilli que 16,2% en 2017, mais fait partie du gouvernement depuis 2013), en Bulgarie avec la coalition des Patriotes unis (9%) et dans les pays baltes (Union des verts et des paysans en Lituanie, Alliance nationale en Lettonie, Eкре en Estonie). Enfin, le Parti du progrès du Danemark (21,1% en 2015) soutient le gouvernement sans y participer. En Europe aussi, mais hors de l'Union européenne (UE), signalons que la soi-disant Union démocratique du centre (UDC, 29,4% en 2015) joue un rôle majeur dans la coalition qui dirige la Confédération helvétique – son leader, Christophe Blocher, est un grand ami de Viktor Orbán, de Marine Le Pen et de Matteo Salvini. »

Un panorama non exhaustif, auquel on peut ajouter les scores, en Allemagne, de l'Alternative für Deutschland (AfD), qui a obtenu 12,6% des voix lors des législatives de 2017 (et fait élire 93 députés), mais aussi ceux de Marine Le Pen (21,3% et 33,9% lors de la dernière élection présidentielle) ou des Démocrates de Suède (17,5% lors des législatives de l'automne 2018), et qui laisse présager le pire lors des élections européennes du 26 mai.

Digues rompues

À ces éléments « chiffrés » s'ajoute le fait que, depuis de longues années, les digues avec l'extrême droite ont été rompues du côté des partis qui ont administré en alternance, pendant plusieurs décennies, les affaires des bourgeoisies européennes, soit avec des politiques d'alliances, soit avec une tolérance manifeste à l'égard des politiques racistes et liberticides prônées et/ou mises en place par les extrêmes droites au pouvoir. Ainsi, c'est au déficit budgétaire de l'Italie que les institutions européennes s'intéressent le plus, à l'heure où Salvini se vante de renvoyer les migrantEs à la mer et où il prône un couvre-feu pour les « commerces ethniques ». Les monstruosité proférées et mises en œuvre en Hongrie par Orbán lui ont valu des remontrances du Parlement européen, mais



DR

son parti est longtemps demeuré membre à part entière du Parti populaire européen (PPE), avec le soutien de la CDU de Merkel et des LR de Wauquiez. Et ce n'est pas la récente vraie-fausse suspension (consentie par le Premier ministre hongrois), qui ne durera que le temps de la campagne des élections européennes, qui y changera quoi que ce soit. Le gouvernement droite-extrême droite en Autriche ne s'est quant à lui attiré aucune critique, contrairement à ce qui s'était produit. Est-ce parce qu'il est un modèle pour certains adeptes de l'austérité, lui qui vient d'allonger la durée maximale du temps de travail à 12 heures par jour et 60 heures par semaine, un rêve pour tous les ultralibéraux ?

Long processus de normalisation

La situation que nous connaissons aujourd'hui est le fruit d'un long processus, qui a vu progressivement les courants d'extrême droite s'installer dans le paysage politique et médiatique, à des rythmes divers selon les pays, mais avec des traits communs. Un phénomène qui a été largement commenté, mais pas forcément analysé, avec notamment le développement de la thèse de la « normalisation » des organisations d'extrême droite, entendue comme une stratégie consciente de « modération » des discours, voire de rupture avec un héritage trop « marqué » politiquement, afin de se poser en alternative politique crédible et non comme de simples forces « protestataires ». Une telle approche, même si elle comporte évidemment une part de vérité, possède toutefois un point aveugle majeur : à trop se focaliser sur la volonté de l'extrême droite de se normaliser, on en oublie à quel point dans le même temps, et en réalité depuis beaucoup plus longtemps, c'est le normal qui s'est « extrême droitisé ».

La France est à ce titre un cas d'école, avec la reprise/légitimation, en paroles et en actes, par les partis « républicains » et par les médias dominants, des propositions et thématiques du FN/RN : reprise de la thématique du « problème de l'immigration », avec son lot de politiques et de législations racistes ; restriction des libertés au nom de la sacrosainte « sécurité » ; interdiction de réunions, de rassemblements, de manifestations... au nom de la sécurité de l'État ; défense inconditionnelle de tous les agissements des « forces de l'ordre », et campagnes calomnieuses contre

celles et ceux qui dénoncent les violences policières ; stigmatisation et contournement des corps intermédiaires, notamment les syndicats ; les anathèmes contre les juges et la dépossession de la justice d'un nombre significatif de ses prérogatives, au profit de la police, etc.

Fausse alternative

Même si les formations d'extrême droite présentent des caractéristiques singulières, entre autres une vision ultra-autoritaire des rapports sociaux articulée à des projets de « régénération nationale » qui en font les ennemis mortels des jeunes, des salariéEs, des femmes, des LGBTI et des immigréEs, il ne faut pas être dupes de la mise en scène du prétendu affrontement à venir, lors des élections européennes, entre « progressistes » et « illibéraux ». Car les seconds se nourrissent des politiques menées par les premiers et de leur incapacité à juguler les effets économiques et sociaux d'une crise du capitalisme qui dure depuis 10 ans et qui accroît chaque jour un peu plus les inégalités, la misère et le désespoir. Un véritable carburant pour les courants d'extrême droite et de droite extrême, qui bénéficient en outre de la reprise de leurs propositions autoritaires et racistes par les partis « traditionnels ». Une formidable rampe de lancement pour des mouvements qui prônent un nationalisme chauvin et xénophobe, un « retour à l'ordre » et des mesures économiques libérales, voire ultralibérales qui, quand bien même elles seraient mâtinées de protectionnisme, ne remettent nullement en cause le fonctionnement du système capitaliste et peuvent donc leur attirer la sympathie de certaines franges du capital.

Les gesticulations d'Emmanuel Macron et de certains de ses partenaires européens qui veulent se poser en ultime recours face aux « populismes », sont donc « en même temps » pathétiques et dangereuses, tentant d'enfermer le débat politique au sein d'une fausse alternative qui, à moyen terme, nous promet le pire. Face à cette fausse alternative, il est plus que jamais nécessaire de faire vivre la perspective d'un autre monde, débarrassé des oppressions et de l'exploitation, et de la rendre crédible, afin de redonner confiance et espoir, seuls antidotes face au pire qui, s'il n'est jamais certain, a désormais largement dépassé le statut de simple hypothèse. J.S.

SANTÉ Grève près de Rennes dans la « meilleure clinique de France »



Les salariéEs de la prétendue « meilleure clinique de France » de Saint-Grégoire près de Rennes sont en grève depuis le lundi 25 mars. Une grève majoritaire, et ce n'est pas près de s'arrêter tant la direction ne souhaite pas pour l'instant ouvrir de réelles négociations.

Pour devenir la 1^{re} clinique de France, le groupe privé Vivalto Santé épuise ses salariéEs. Ces dernierEs sont parfois debout pendant 10 heures, sont informés 3 heures avant qu'ils et elles ne prendront pas leur poste, et peuvent être reconvoqués durant leurs congés. La direction se comporte comme tous les patrons-voyous, ne respectant pas la législation qui stipule d'afficher les plannings un mois à l'avance : à Saint-Grégoire il faut se connecter sur internet quelques jours avant pour connaître son emploi du temps. La direction est d'ailleurs bien claire sur ses objectifs : comme annoncé fièrement devant tout le personnel, le dernier directeur était là pour « augmenter la valeur de l'action ». Et, en n'embauchant pas et en pressurant les personnels, la valeur en question a bondi de 300% en quelques années, quand les salaires ont augmenté de 3% en 5 ans, et 0% la dernière année. On est bien loin du soin et de la prise en charge des patientEs...

Relever la tête et ne plus subir

Alors que le secteur des cliniques privées est rarement en lutte, plus de la moitié des personnels se sont mis en grève pour revendiquer des réorganisations et une amélioration des conditions de travail, des embauches pour soulager les soignantEs et une augmentation significative de leurs salaires. La direction joue la provocation en refusant de négocier, et en proposant une risible prime de 180 euros brut ! En AG quotidienne, les salariéEs revotent tous les jours la grève, relevant la tête face à la direction et construisant collectivement leur lutte. Par des actions bon enfant, des manifestations costumées, ils et elles rencontrent une véritable sympathie aux abords de la clinique. Preuve en est que leur lutte pour une santé débarrassée de la cupidité capitaliste, une santé qui ne maltraite pas ses personnels, est une lutte nécessaire et qui touche tout le monde. Preuve en est aussi que les salariéEs de la santé, quel que soit leur service, sont disponibles pour une mobilisation d'ensemble du monde de la santé qui est aujourd'hui d'actualité tant les luttes éparées sont nombreuses et quasiment quotidiennes.

Correspondant

FORD BLANQUEFORT Entre fatalité et contestation

D'ici là, chaque salariéE est convoqué en vue du départ prochain, les discussions dans l'usine sont logiquement marquées par les dossiers des unEs et des autres, qui part en retraite, en préretraite ou sera licencié, et puis qui va créer son entreprise, partir en formation ou directement en CDI et puis encore combien on va toucher, beaucoup, pas assez, il en manque ?

De l'argent, il y en a...

Justement, pour un bon nombre, il manque des sous, surtout avec la perspective des baisses de rémunération par rapport aux salaires actuels. Que l'on parte en préretraite ou que l'on soit licencié, de toute façon, la suite s'annonce plus difficile. Nous sommes un certain nombre à en avoir conscience. Il y a eu quelques protestations pour exiger une prime exceptionnelle. Un mouvement parti d'un secteur a débouché sur une pétition signée par près de 300 collègues, exigeant le partage des profits, une forte prime complétant un PSE largement insuffisant.

Et les Négociations annuelles obligatoires (NAO) arrivent. Cette année, on va faire simple et se concentrer sur une seule revendication, une prime exceptionnelle, pas vraiment chiffrée, l'idée étant d'avoir une prime conséquente. C'est ce que nous proposons de discuter lors d'une assemblée générale prévue cette semaine, histoire de tenter d'amorcer une mobilisation plus large. L'ambiance actuelle, mais c'est le cas depuis longtemps, n'est pas à la combattivité. Mais sait-on jamais. Sur cette question de prime, la colère peut finir par s'exprimer à un moment donné. L'arrogance de Ford qui ferme son usine très tranquillement, qui fait sa fin de production normalement, qui arrive même à faire rattraper les retards, cela peut au bout du compte déclencher le ras-le-bol.

Et il y a de quoi se mettre en colère. Les profits sont là, tous les ans, énormes, autour de 7-8 milliards de dollars par an.

C'est comme si on passait de la chronique d'une lutte à celle d'une mort lente. Tout est calme, au moins en apparence. Le calendrier est établi, la production se termine le 1^{er} août, puis 4 semaines de congés d'été, puis 5 semaine de « congés » maison, puis lettres de licenciement au 1^{er} octobre, pour toutes celles et ceux qui n'ont pas encore plié toutes les formalités.

PAS D'IMPUNITÉ POUR LES PATRONS VOYOUS!



CHARMAG

Les dividendes distribués aux actionnaires sont aussi très importants. Les revenus des dirigeants sont indécents. Et nous, pauvres travailleurs d'en bas, devrions nous contenter de ce que Ford nous donne « généreusement », avec en bonus le licenciement ? Alors nous espérons, nous aimerions bien que ça pète dans l'usine. Un sursaut serait le bienvenu. Ce n'est pas juste une question de dignité, c'est aussi une question politique, de justice sociale, de démocratie avec la nécessité de partager les richesses qui sont produites par nous-mêmes, c'est revendiquer le droit de décider pour les salariéEs et pas toujours subir.

Préserver les emplois

À côté, il y a toujours la bataille pour préserver des emplois. Elle va passer par une prochaine assignation au Tribunal de grande

instance, une attaque en justice contre la multinationale Ford qui ferme et licencie sans motif économique. Elle passe aussi par ce groupe de travail avec l'État et les collectivités territoriales, sur la réindustrialisation du site dans les prochains mois. Il s'agit de réimplanter une activité dès le départ de Ford.

Cela reste évidemment très compliqué, car les pouvoirs publics sont toujours aussi timorés et sans initiative face à Ford qui garde le contrôle de la situation. Par exemple, la discussion actuelle porte sur le texte d'un accord qui doit être signé d'ici fin avril entre Ford et l'État. Au centre de cet accord, il y a les 20 millions promis par Ford pour la suite, au lieu des 4 millions prévus par la loi (taxe « revitalisation »). Ford serait prêt à lâcher ces 20 millions, c'est d'ailleurs la grande fierté, la seule même, de Bercy, mais en échange de plusieurs conditions : Ford ne cède pas le terrain avant le 1^{er} janvier 2021, Ford décide des machines qu'il garde et Ford menace de ne rien signer et de ne rien donner si jamais les collectivités intentent une action en justice pour le remboursement des aides publiques.

Ford continue à imposer sa politique. Pourquoi en serait-il autrement ? En face, du côté de l'État, ça s'indigne, ça crie mais ça se plie, ça s'enlise dans une impuissance chronique. Alors logiquement, il y a des désaccords qui s'expriment clairement dans ces réunions. L'intersyndicale, notamment la CGT, revendique d'imposer à Ford des nouvelles règles, c'est aux pouvoirs publics de reprendre la main, de décider, d'exiger que le terrain et les bâtiments soient rendus dès cette fin d'année, que les machines soient sous contrôle public, Ford ne doit plus pouvoir décider de quoi que ce soit.

S'opposer au pouvoir des capitalistes

Le problème est de créer les conditions d'un retour rapide d'activité sur le site. L'État comme les collectivités territoriales disent que ce n'est pas possible sans un accord, qu'il ne faut pas froisser Ford, sinon on perd les 20 millions. C'est ainsi depuis un an, en ne faisant rien qui puisse froisser Ford, le résultat est que Ford fait exactement ce qu'il veut : Ford ferme, refuse la reprise, veut partir en payant le moins possible... et y arrive.

Il n'y a pas de surprise, l'État est incapable de se confronter à une multinationale comme Ford, qui n'est en réalité ni plus « hostile » ou plus « rapace » que les autres, qu'elles soient françaises ou non. Se donner les moyens de contrer Ford, c'est s'opposer au pouvoir des capitalistes, à leur droit de fermer des usines, à licencier, à prendre l'argent public sans être obligé de le rendre. S'opposer à Ford c'est changer les lois pour qu'elles soient contraignantes à l'égard des entreprises, c'est donner du pouvoir, des droits de décisions aux salariéEs, aux populations, aux collectivités locales, c'est s'en prendre à la propriété des capitalistes.

En continuant la bataille pour la défense des emplois, les nôtres et les autres, même après l'homologation du PSE, c'est notre manière de tenter de sauver quelque chose, donc de garder un espoir. Non ce n'est pas fini.

Philippe Poutou

ÉDUCATION NATIONALE

Face à la mobilisation grandissante, Blanquer perd ses nerfs!

Alors que plusieurs dizaines de milliers de personnes (personnels de l'éducation et parents d'élèves) ont manifesté samedi 30 mars un peu partout dans le pays contre sa loi dite « de la confiance » et que la grève commence à s'enraciner parmi les professeurEs des écoles dans plusieurs départements, Blanquer se répand dans les médias pour affirmer que « la mobilisation se base sur des intoxications données par certains »...

LA POSTE Les postierEs du 92 n'ont rien à faire devant un juge d'instruction!

Le samedi 6 avril, les postières et postiers du 92 en grève « fêteront » leur 377^e jour de grève... En attendant, malgré l'ouverture de négociations, la répression et les intimidations se poursuivent.



H. CUCK

2, 3 et 4 avril devant le juge d'instruction pour répondre de faits remontant à... 5 ans ! La direction, qui a perdu 22 fois devant la justice durant ce conflit, est obligée

de remonter le temps pour ressortir des dossiers anciens, tenter de discréditer les grévistes, leur faire perdre un temps précieux pour leur lutte... Et tout ça pour quel

motifs ? « Violences », « dégradations » et « violation de domicile ». Rien que ça ! Mais que la direction de La Poste ravale sa morgue et comprenne une chose : elle pourra continuer de déployer sa sale machine répressive et policière pour régler un conflit social, elle ne pourra détruire la détermination sans faille des postières et des postiers du 92 à lutter contre l'exploitation, les oppressions et les injustices !

Un rendez-vous était bien sûr organisé les 2, 3 et 4 avril, pour soutenir les quatre convoquéEs !

Correspondante

Des négociations sont entamées depuis un mois, mais La Poste refuse un report de deux ans des réorganisations dans certains bureaux où la grève est particulièrement active. En revanche, cette même direction a trouvé le temps pour dérouler, depuis le début de la mobilisation, tout un arsenal administratif et répressif, allant des huissiers à 500 euros de l'heure à la police (tous corps confondus) pour accueillir les grévistes à chacun de leur déplacement.

Détermination sans faille

Et comme si ça ne suffisait pas, elle multiplie depuis un an les convocations au commissariat ou devant les juges pensant ainsi entamer le moral des grévistes au point de les mettre à genoux.

Cette semaine, ce sont donc Momo, Dalila, Gaël et Brahim qui étaient convoqués les

FINANCES PUBLIQUES

Plus que jamais déterminéEs

À l'appel de l'intersyndicale nationale (Solidaires, CGT, FO, CFTD, CGC), les agentEs de la direction générale des Finances publiques (DGFiP) étaient appelés à une nouvelle journée de grève et à une manifestation nationale le 28 mars. Les chiffres de grève n'ont sans doute pas été à la hauteur, mais la journée était belle et combative.

Après le 14 et le 19 mars, les agentEs des Finances publiques étaient de nouveau appelés à faire grève le 28 mars dernier contre la destruction programmée de leur administration par les pouvoirs publics. Et le chantier de démolition est bel et bien en marche : suppressions massives d'emplois, « déconcentration de proximité » ou, plus clairement dit, délocalisation des missions, fusions-restructurations, fermetures à gogo de trésoreries locales, externalisations... sans oublier la « réforme de la fonction publique » qui permettra légalement de tout détruire aux Finances publiques et plus globalement dans tous les secteurs de la fonction publique.

Taux de grève décevants, belle manifestation nationale

Au niveau national, 15 % des agentEs étaient en grève le 28 mars. Ce chiffre est évidemment décevant au vu de l'ampleur des attaques, et surtout bien en deçà des chiffres de grève de la première journée du 14 mars, qui avoisinaient les 30%. La stratégie de l'intersyndicale nationale d'appel à 3 journées de grève espacées n'a pas remporté de succès et ce calendrier n'a pas permis, loin s'en faut, de



SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 81

déclencher, construire un mouvement d'ampleur sur la durée. Au-delà de ces chiffres, le 28 mars avait lieu également une journée de manifestation nationale à Paris. Cette dernière a rassemblé plus de 2000 collègues, dont une partie participait à leur première manifestation. Ce sont les agentEs de Toulouse, mobilisés depuis

9 semaines, qui étaient à la tête de cette manifestation combative, dynamique et colorée. Cette manifestation nationale a montré que, sur tout le territoire, malgré de réelles difficultés, les agentEs des Finances publiques étaient mobilisés depuis de nombreux mois pour sauvegarder le service public. Et ce n'est pas terminé.

Et maintenant ?

Il ne se passe pas un jour sans que le ministre de l'Action et des Comptes publics, Darmanin, n'annonce le contenu de sa feuille de destruction. Que ce soit la fin de la déclaration des revenus, le temps de travail des fonctionnaires, l'externalisation des missions, la fermeture des services, sans oublier le passage en force (procédure accélérée) sur la réforme de la fonction publique. Dans le même temps, la Direction générale, pour mettre au pas celles et ceux qui résistent, qui combattent, décide d'utiliser l'intimidation et la provocation. Ainsi, la direction départementale du 31 a fait un référé au tribunal administratif le 20 mars dernier pour demander aux forces « de l'ordre » de débloquent les sites bloqués par les agentEs. Mais il semble que cette attitude ait surtout réussi à mettre très en colère les agentEs, qui ne sont pas près de se laisser intimider. Après le 28 mars et avant la journée de grève nationale de la fonction publique du 9 mai, les agentEs des Finances publiques se feront entendre par leurs actions et leurs mobilisations dans une période importante... celle de la déclaration de revenus.

Joséphine Simplon

PESSAC Grève pour les salaires à la Monnaie

Depuis le lundi 25 mars, l'usine de la Monnaie est en grève reconductible sur une demi-journée pour des augmentations de salaire.

Depuis octobre, au niveau de l'équipe syndicale CGT, nous avons lancé une discussion sur les salaires, suite aux augmentations des prix, loyers, carburants... avec une consultation bien suivie et le vote d'une revendication : 190 euros net pour touTEs. Le mouvement des Gilets jaunes est venu conforter ce sentiment, avec une quinzaine de collègues participant aux manifestations

ou même allant pour certains sur les ronds-points.

Des primes pour ne pas augmenter les salaires

Ce mois-ci, les NAO (négociations annuelles sur les salaires) ont commencé, regroupant l'établissement de Paris, où les syndicats ne mobilisent pas jusque-là, et celui de Pessac. La direction a annoncé + 2% pour les 188 salariéEs les moins payés et une prime d'essence qui pourra atteindre 100 euros par an, soit 8 euros par mois pour payer le carburant... Pas de quoi aller bien loin avec ça !

À l'AG, nous étions 70 contractuelEs et ouvrierEs d'État sur une centaine d'ouvrierEs à l'usine de Pessac, alors que la direction s'était dépêchée

de communiquer qu'elle faisait de « gros efforts » cette année, en rajoutant la prime d'intéressement dans ses calculs... Mais il y en a marre de ces discours. Cela fait des années que ce genre de primes sert à faire passer la pilule du gel des salaires. Sans parler du sentiment d'injustice : cette année le top des 10 meilleurs salaires a pris 3,52% (+ 72% depuis le passage de la Monnaie en Epic en 2007)... mais ça, c'est le prix du « talent » sur le marché ! Nous avons voté la grève reconductible sur une demi-journée, en regroupant toutes les équipes sur le piquet devant l'usine entre 10 h et 13 h.

Quelques heures après l'envoi de l'appel à la grève, la direction annonçait qu'elle attribuait une

prime Macron de 300 euros pour les salaires inférieurs à 1,5 Smic et de 200 euros pour les autres, donnant suite à une demande des syndicats parisiens qu'elle avait refusée jusque-là... Le débat a eu lieu à l'AG des grévistes : « On prend la prime mais ce n'est pas notre demande », et au bout du compte, « Ça nous paiera des jours de grève » !

L'AG a aussi voté à un rassemblement sur les salaires le 1^{er} avril, devant l'usine. Des délégations de la CGT, de Sud, du NPA, de la CNT et des Gilets jaunes sont venus apporter leur soutien, ce qui a renforcé encore la légitimité de notre grève sur les salaires.

Et à l'heure où ces lignes sont écrites, le mouvement continue...

Correspondant

SAINT-MALO DINARD (35) Les 5 et 6 avril, refusons le G7 et son monde

Les 5 et 6 avril prochains se tiendront à Dinard et Saint-Malo des réunions préparatoires du G7, lequel aura lieu à Biarritz du 24 au 26 août.

Chacun sait que le G7, c'est le club des 7 États parmi les plus riches de la planète : France, États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Japon, Italie et Canada. Depuis des décennies, le G7 symbolise la domination de ces États sur le reste du monde. Ses réunions leur permettent de passer des accords et compromis favorables aux intérêts du capitalisme, sur le dos des peuples et des pays pauvres. Elles visent à perpétuer un système absurde, qui conduit à la multiplication des conflits armés, aux migrations de populations frappées par la guerre et la misère, à la mise à sac de la planète, au gaspillage des ressources naturelles et même à la mise en danger de la planète et de l'humanité avec le réchauffement climatique. Tout cela pour l'enrichissement continu d'une infime minorité.



FB REFUSONS LE G7 ET SON MONDE

Mobilisation unitaire !

Comble du cynisme, le gouvernement français a inscrit « la lutte contre les inégalités » comme thème des prochaines rencontres ! Quelle hypocrisie, alors qu'il répond depuis plusieurs mois par une répression violente au mouvement des Gilets jaunes et qu'il fait voter une loi scélérate qui met en cause le droit de manifester ! Les inégalités ne cessent, en effet, de s'aggraver : d'un côté toujours davantage de travailleurEs pauvres, de sans-logis, de personnes qui fuient la guerre et le dénuement, de l'autre toujours davantage de milliardaires, des avantages fiscaux considérables pour les plus riches et un poids accru des banques et de l'évasion fiscale sur l'économie. Les ministres et chefs d'État vont venir palabrer dans des hôtels de luxe et festoyer aux frais des contribuables. Le G7 de 2018 a coûté 500 millions de dollars. Combien va coûter celui de Biarritz et le week-end des 5 et 6 avril sur la Côte d'Émeraude, dans un contexte où de surcroît les villes de Saint-Malo et surtout Dinard vont subir un véritable état de siège avec zone interdite et zones soumise à des fouilles ?

Un collectif intitulé « Refusons le G7 et son monde », soutenu à ce jour par ATTAC pays malouin-Jersey, Génération-s Saint-Malo, LFI, NPA pays malouin, UDB, association Osons !, a été créé sur la Côte d'Émeraude. Il appelle la population à manifester son indignation contre ces opérations de communication cyniques :

Le vendredi 5 avril, pendant le « repas de gala » des ministres et délégations au Château de Saint-Malo, soirée-débat pour dévoiler ce qu'est réellement le G7, autour d'un apéro égalitaire, à partir de 19h à l'espace Bouvet à Saint-Malo.

Le samedi 6 avril, à Saint-Malo, toutes celles et ceux qui refusent le G7 et son monde, convergeront pacifiquement à 15h30 vers la plage du Sillon (face au casino).

Correspondant

Pour Blanquer, c'est donc parce que « certains » (comprendre les organisations syndicales) délivrent de fausses informations que la colère monte depuis plusieurs semaines dans le secteur de l'éducation. Il n'hésite pas à parler d'un « festival de bobards » en affirmant la main sur le cœur par exemple que les « directeurs d'école ne sont pas menacés », bien au contraire...

Plus c'est gros...

Décidément, entre Macron qui affirme que la militante d'Attac gravement blessée à Nice n'a pas été en contact avec les policiers et Blanquer qui soutient que la mise en place des « établissements publics des savoirs fondamentaux » va « renforcer les directeurs d'école et les écoles primaires rurales », les mensonges

sont de plus en plus gros du côté de ce gouvernement ! C'est une preuve évidente de la difficulté dans laquelle se trouve désormais Blanquer au vu de l'impopularité croissante que suscite sa loi. Il se retrouve à la fois face à un front d'opposition syndicale inédit depuis de nombreuses années et face à une explosion de la colère accumulée par les personnels au fil des réformes précédentes des ères Sarkozy et Hollande.

Face à Blanquer qui déclare la guerre, tous et toutes «déter» !

Ce sont les enseignantEs du premier degré qui sont désormais à la pointe de la mobilisation avec des mouvements de grève reconductible amorcés dans plusieurs départements (en Loire-Atlantique, à Paris, en Haute-Garonne, dans les Deux-Sèvres...), mais aussi avec

une profusion d'assemblées générales de secteurs, d'actions et d'occupations d'écoles menées en lien avec les parents d'élèves. Une prochaine journée nationale de grève est prévue jeudi 4 avril, et l'idée commence à germer dans les têtes que, cette fois, ce serait bien de ne plus multiplier les « journées saute-moutons » mais d'y aller pour de bon, même si à partir du 6 avril, un tiers des académies sera en vacances scolaires. Des liens se tissent de nouveau, comme en 2003, entre collègues du premier et du second degré au gré des manifestations, des assemblées où le réflexe de voter la grève à main levée revient en force après une longue interruption. Il est par contre impossible de ne pas regretter le décalage dans le temps entre les mobilisations dans les lycées qui se sont déroulées à l'automne et à



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

l'hiver dernier et celles qui se déroulent actuellement dans les écoles primaires. Chacun lutte le dos au mur quand il subit directement l'attaque alors que le projet de Blanquer pour le service public d'éducation est global et totalitaire dans sa volonté de détruire ce qu'il reste du service public d'éducation.

Développer, coordonner

C'est pour cela qu'il faut absolument développer les liens à la base, secteur par secteur, puis impulser des coordinations à l'échelle des communes et des départements, dans la perspective de mettre en place une coordination nationale pour proposer une stratégie de lutte gagnante alternative à celle des directions syndicales. Il y a une effective urgence à passer un cap dans la mobilisation. À l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas le niveau de mobilisation qui sera atteint lors de la grève nationale de ce jeudi. Mais nous connaissons en revanche la voie à suivre : seule une grève reconductible de toute l'éducation, de la maternelle à l'université, permettra d'imposer le retrait de toutes les réformes Blanquer.

Marie-Hélène Duverger

Les comités en action!

NPA
SOIRÉE-DÉBAT DU NPA SAINT-DENIS

LE MOUVEMENT POPULAIRE ALGÉRIEN



SAMEDI 6 AVRIL
AVEC DES MILITANTS ALGÉRIENS

17H30 DÉBAT
20H COUSCOUS
AU ROI DU COUSCOUS
63 RUE DU LANDY, PLAINE SAINT DENIS

PARTICIPATION 15€ / 10€ PRÉCAIRES, SANS EMPLOI
CONTACT : NPA.STDENIS@GMAIL.COM

NPA
RENCONTRE / JEUDI 11 AVRIL / 19H



Construisons la GRÈVE DES FEMMES en France!

avec **Tithi Bhattacharya**
Une des organisatrices de la grève des femmes internationale et co-auteurice du Manifeste féministe pour les 99%

À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE / 27 RUE TAINE PARIS 12^e

MEETING
Précarité, Europe du capital, changement climatique... Stop!
SORTONS DU CAPITALISME!



Avec **OLIVIER BESANCENOT**

CHAMBÉRY
LUNDI 15 AVRIL - 19H
SALLE FESTIVE DU SCARABÉE

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

FÊTE ANTICAPITALISTE
TOULOUSE - SAM. 18 MAI 2019

AVEC :
OLIVIER BESANCENOT
YOUCEF BRAKNI (COLLECTIF ADARA TRAORÉ)
JEAN-MARC ROUILLAN, EMMA...

ET EN CONCERT :
ZOMPA FAMILY SKA/PUNK PERPIGNAN
KALUNA TRIO GUITARE TOULOUSE



NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Solidarité avec les postierEs du 92 tout d'abord, en grève depuis un an. Les grévistes ont rappelé ce qui leur donne la rage de tenir encore: d'abord, la justice leur a reconnu le droit de maintenir Gaël Quirante, licencié abusivement par Pénicaud, comme leur représentant syndical et, ensuite, les réorganisations de La Poste sont impraticables car les timings calculés (1min 30 secondes pour distribuer un recommandé...) n'existent que virtuellement mais sûrement pas dans la vraie vie.

Solidarité avec les salariéEs et syndicalistes de New Look, confrontés à une entreprise de harcèlement de la part d'une direction déterminée à liquider les magasins, et qui commence par faire craquer ou licencier individuellement un maximum de salariéEs. Mais qui est tombée sur un os.

Des Gilets jaunes à l'Algérie

Didier, Gilet jaune de La Courneuve, a témoigné de la découverte de la solidarité qu'il a vécue, depuis 4 mois, en s'engageant avec des dizaines d'autres dans toute une série d'actions pour faire connaître leurs revendications, mais aussi pour construire la convergence avec des mobilisations locales. En évoquant les solidarités du combat pour la justice climatique, Christine Poupin a fait ressurgir le souffle des mobilisations multiformes mais convergentes, dans la jeunesse, les Gilets jaunes, les grandes marches, de toutes celles et ceux qui ont bien compris qu'il n'y a rien à attendre des grandes messes médiatiques organisées par les gouvernements. L'urgence, c'est de s'emparer de ces questions par nous-mêmes, car rien n'arrêtera le capitalisme dans la fuite en avant productiviste et suicidaire climatiquement. Et la bonne nouvelle c'est que nous sommes de plus en plus nombreux à l'exprimer dans les rues dans le monde entier.

Solidaires, c'est la boussole d'Assa Traoré, avec le Comité Justice et Vérité pour Adama: elles et ils sont de toutes

Un meeting du NPA sous le signe des solidarités

Le meeting d'automne du NPA en région parisienne avait fait salle pleine à la veille de l'Acte 1 des Gilets Jaunes. Celui du printemps s'est tenu jeudi 28 mars sous le signe de la solidarité avec les luttes qui ont fait irruption et transformé la situation politique.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

les mobilisations pour rappeler que la répression et les violences policières contre les Gilets jaunes, les grévistes, généralisent les méthodes utilisées depuis des décennies contre les jeunes des quartiers populaires. Et aussi que c'est touTEs ensemble que nous pouvons constituer la force pour les stopper.

Solidarité avec la lutte du peuple algérien enfin, qu'a fait vivre Kamel Aissat, militant du PST et du mouvement social, en évoquant toute l'ingéniosité et l'espoir qui soulèvent la jeunesse et la population d'Algérie. Comment, en quelques semaines, la chape de plomb qui étouffait la vie politique et sociale a disparu pour libérer la parole, le débat, la soif de politique dans les lycées, les universités mais aussi dans les grèves et dans la rue. Du refus de se voir infliger l'humiliation d'un candidat fantôme à la volonté de

repandre la parole, toute une partie des manifestantEs se projette dans la volonté d'imaginer les conditions d'une démocratie sociale et politique.

Possibles basculements

Autant de terrains de luttes qui montrent que la situation politique actuelle est celle des possibles basculements. C'est ce qu'Olivier Besancenot a développé dans son intervention. L'irruption et l'ancrage du mouvement des Gilets jaunes met le pouvoir de Macron en situation de crise de légitimité. Il joue comme révélateur de la haine de classe toujours latente mais qui devient éruptive face à un mouvement imprévisible et irréductible. Macron cherche à dérouler l'intégralité de son projet de destruction massive, ce qui crée objectivement des conditions de convergence des luttes, sans aucune automaticité, et en n'oubliant pas

Paris

le danger que l'extrême droite, en embuscade, puisse en profiter dans les urnes. D'où l'enjeu pour le NPA de faire entendre des perspectives anticapitalistes, révolutionnaires et internationalistes, les semaines de campagne autour des élections européennes seront l'occasion de le faire, même si nous n'avons pas de liste. Avec l'ambition tenace dans la rue, dans les débats qui nourrissent les mobilisations, dans les lieux de travail, d'être utiles pour construire la solidarité des combats, pour une autre société.

Cathy Billard

L'Anticapitaliste la revue

Le n°104 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :
L'Anticapitaliste, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Comprendre pour combattre

Le week-end des 30 et 31 mars, le NPA Jeunes organisait un stage de formation à destination de ses militantEs.

Cent cinquante jeunes venant de Grenoble, Nantes, Toulouse, Bordeaux, Lille, Lyon, Le Mans, Strasbourg et de région parisienne se sont retrouvés à Paris pour échanger

autour de nombreux thèmes, tant des questions théoriques que des problématiques liées à leur intervention militante quotidienne. Les unes et les autres sont indissociables. C'est en discutant des orientations et des choix des militantEs du mouvement ouvrier actuel, comme de ceux des précédentes générations de révolutionnaires, que les jeunes du NPA entendent acquérir les outils nécessaires à la compréhension du monde et au renversement du capitalisme.

Gilets jaunes et communisme révolutionnaire

La journée du samedi a commencé par une discussion sur le mouvement des Gilets jaunes et ses perspectives. Nous avons pu échanger sur les situations locales, l'implication des camarades dans le mouvement et les opportunités de cette situation sociale explosive. Ont suivi des ateliers sur l'histoire du mouvement ouvrier, notamment sur les révolutions russes, l'Internationale communiste dont on fête le centenaire, les analyses de Trotski sur la dégénérescence stalinienne de l'URSS ou sur la France des années 1930. Une autre

série d'ateliers portaient sur la classe ouvrière du 21^e siècle, à travers la politique d'intervention et d'implantation des militantEs et organisations révolutionnaires. Comment militer politiquement dans la classe ouvrière? Quels rapports aux syndicats et aux fractions syndicales? Quel rôle de la grève générale? Les participantEs se sont rendus le soir à la fête hebdomadaire de soutien aux postierEs des Hauts-de-Seine, en grève depuis un an. Une manière de les soutenir et d'apprendre de la lutte de ces grévistes. Ce moment de convivialité permettant également aux camarades de différentes localités de partager leurs expériences.

De la révolte algérienne à une autre société

La situation en Algérie a occupé les débats le dimanche matin: rôle de l'armée, fonction de l'UGTA (la centrale syndicale liée au régime), mots d'ordre d'Assemblée constituante ou de Comités populaires comme perspectives pour le mouvement, autant de sujets de réflexion autour de la révolte des masses algériennes qui a déjà fait trembler le régime

et pourrait certainement aller bien plus loin. Sans doute le débat le plus stimulant du week-end pour des jeunes révolutionnaires.

Les ateliers suivants ont porté sur les questions internationales: la Catalogne, la Palestine, l'Union européenne, l'impérialisme aujourd'hui... Enfin, le week-end s'est achevé sur des exposés relatifs aux luttes féministes, aux émeutes de Stonewall et aux luttes des Noirs aux États-Unis. La veille, une discussion sur l'islamophobie avait eu lieu. Et bien sûr, une discussion sur l'écologie et le communisme, liée au contexte actuel des manifestations pour le climat dans lesquelles interviennent les jeunes du NPA. Au total une vingtaine de débats abordant une multitude de sujets sur lesquels les révolutionnaires formulent de nombreuses analyses. Parfois divergentes, elles s'inscrivent dans la même perspective: la prise de pouvoir de la classe ouvrière afin qu'elle réorganise l'ensemble de la société. Le prochain rendez-vous du secteur jeunes est son secrétariat national, qui se tiendra les 13 et 14 avril, pour discuter de l'orientation et de l'intervention des militantEs jeunes dans les semaines à venir. Une prochaine formation nationale est déjà prévue au mois de juin.

Barnabé Avelin



Israël fait annuler une activité palestinienne dans un centre culturel français!

Quand les forces de sécurité israéliennes envahissent, en toute impunité et dans un silence assourdissant, un institut culturel français.

Les élections législatives israéliennes de 2019 se dérouleront le 9 avril. Craignant de ne pas recueillir la majorité aux élections, Netanyahu a construit une nouvelle alliance avec des partis ouvertement racistes militant pour l'expulsion de la minorité arabe d'Israël et la réoccupation de la Cisjordanie. Il s'agit d'un accord avec Rafi Peretz, tête de liste du Foyer juif (nationaliste religieux) et avec la formation Otzma Yehoudit (Pouvoir juif) provenant du mouvement raciste anti-arabe Kach, interdit en Israël après l'attentat terroriste au Caveau du Patriarche à Hébron (28 morts) en 1994. Toute cette salade répugnante est brassée sous les yeux de l'Europe, qui ne réagit pas, et de Trump qui applaudit. Le président US a reçu plusieurs fois Netanyahu pour l'assurer de son soutien dans tous les domaines, y compris sur la souveraineté illégale d'Israël sur le plateau syrien du



DR

Golan. Dans de telles conditions, l'État d'Israël se sent pousser des ailes...

Violation de l'espace diplomatique français à Jérusalem...

Le centre culturel français de Jérusalem devait héberger un événement, organisé avec une association de femmes palestiniennes de Jérusalem à l'occasion de la très subversive « Fête des Mères » qui est célébrée le 21 mars dans tout le monde arabe. Pour l'État d'apartheid qu'est Israël, aucune

association ne peut organiser un événement sans son autorisation à Jérusalem-est, illégalement annexée, même dans un espace neutre ou diplomatique. Le 21 mars au petit matin, ce sont donc des policiers et des soldats israéliens qui se sont présentés à l'Institut français de Jérusalem-Chateaubriand pour évacuer les jeunes femmes palestiniennes et leurs objets artisanaux ainsi que les françaisEs sur place. Deux Palestiniennes ont été arrêtées : la directrice de l'association et une bénévole.

... avec la complicité de la France macroniste

Après l'intervention de la police israélienne, le consul général de France ne s'est rendu sur les lieux qu'en fin de matinée quand l'opération d'évacuation policière était terminée. Le consul a demandé aux policiers de quitter les lieux, ce qu'ils ont fait puisque l'exposition était détruite... Plus tard, il a mollement protesté contre l'intrusion dans une enceinte appartenant au réseau diplomatique et culturel français. Quel courage ! Le prétexte de l'intervention israélienne était les liens de l'association avec l'Autorité palestinienne, ce que les jeunes femmes nient. Il faut en effet savoir que toutes les activités de l'Autorité palestinienne à Jérusalem sont considérées comme illégales par Israël, ce dont le Consulat avait tenu compte. Cet agression intervient alors que, l'année dernière, les USA ont reconnu Jérusalem comme étant capitale d'Israël. L'État d'apartheid israélien ne se cache même plus pour empêcher toute expression palestinienne même artisanale. On attend encore la plainte officielle de la France devant les Nations unies...

Sylvain Chardon

Disparition

Agnès Varda (1928-2019)

Agnès Varda s'est éteinte ce 28 mars, à l'âge de 90 ans.

Agnès Varda a touché et marqué, par son œuvre, sa personnalité et ses combats, de nombreuses générations (de femmes surtout !) depuis les années 1950 et ses débuts au sein de la Nouvelle vague, avec ses premiers films *La Pointe courte* ou *Cléo de 5 à 7*, jusqu'aux plus jeunes d'entre nous avec l'un de ses derniers documentaires, au côté du photographe JR, *Visages, villages*, qui avait reçu un succès public très important en 2016.



DR

Varda la révolutionnaire

Elle était une pionnière et une militante, dans son œuvre comme dans sa vie. Elle était photographe avant tout. C'était, selon ses mots, ce qui lui permettait d'« atteindre le plus grand nombre en mettant la barre très haut ». Un art populaire mais ambitieux. Mais elle était également, dès les années 1950, devenue réalisatrice. Parce qu'elle était une femme, on oublie trop souvent que c'est elle qui réalisa le premier film de ce qu'on nomma par la suite la Nouvelle vague. Mais elle voyait également l'image comme document, témoignage. La photo et le documentaire se répondent et se complètent, ainsi dans son œuvre autour de ses engagements politiques. Tout au long des années 1960 elle documente et témoigne de ses différents voyages à Cuba, où elle capture Fidel Castro en ange aux ailes de pierre, auprès des militants du Black Panther Party... Une partie parfois méconnue de son œuvre, mais qui témoigne de sa conception militante de la création visuelle.

« Les féministes ont raison de gueuler »

Militante féministe de la première heure elle a porté ses combats sur tous les supports et sur tous les fronts. Sur les écrans d'abord avec le bouleversant *Une chante, l'autre pas*, œuvre de fiction qui parle de l'IVG et témoignage unique sur la place des femmes dans la société post-68. Mais également à travers la photo, sur les tapis rouges d'habitude si feutrés, et enfin, et surtout, dans la rue. En 1971, elle fait partie des 343 femmes signataires du manifeste de celles qui affirment « Je me suis fait avorter ». « Il ne s'agissait pas d'une confession, mais d'un acte politique pour que justice éclate. On dénonçait la justice de classe ». Une justice de classe qu'elle n'a jamais cessé de combattre. Elle était aussi de toutes les manifestations, féministes mais pas seulement ! En novembre dernier, elle continuait d'arpenter le pavé contre la réforme Blanquer, avec détermination et humour, sa pancarte « J'ai mal partout » sur l'épaule. Dans une période où le gouvernement enjoint les « plus fragiles » au silence, cette « petite femme » de 90 ans, qui ne s'est jamais arrêtée de filmer et de manifester, nous rappelait que la révolte n'a ni âge ni fin... Son œuvre vibrante, révolutionnaire, multiple et sensible, mérite plus que jamais qu'on prenne le temps de s'y replonger ou de la découvrir.

Manon Boltansky

1 - Salut les Cubains (1963).

Essais

La cacophonie du Donbass, de Igor Minaev

Documentaire ukrainien de Igor Minaev, 1h02, sorti le 27 mars 2019.

Igor Minaev est un réalisateur ukrainien, né à Karkhov dans le Donbass, qui vit aujourd'hui en France. Le titre de son film vise à donner un contrepoint à celui du film tourné en 1930 par le génial cinéaste soviétique Dziga Vertov, *la Symphonie du Donbass*, dont la qualité formelle négligeait largement la réalité du travail de la mine. Et la perspective d'un monde nouveau s'est transformée dans le Donbass d'aujourd'hui en un conflit sanglant entre pro-russes et Ukrainiens.

La légende de Stakhanov

La première partie du film s'appuie sur des extraits de documentaires ou de bandes d'actualité pour démonter la propagande officielle sur la situation des mineurs soviétiques. Minaev évoque ainsi Stakhanov, ce mineur qui, en 1935, aurait réussi à extraire, en un poste, 102 tonnes de charbon, soit 14 fois son quota. La propagande attribue au seul Stakhanov un résultat qui est en fait celui d'une équipe : Stakhanov a été assisté par d'autres travailleurs pour des tâches (comme le boisage des galeries) qui normalement à l'époque relevaient aussi du haveur (l'ouvrier qui creuse et extrait le charbon) et réduisait donc son rendement. Des troupes d'artistes et d'intellectuels débarquent dans le Donbass pour rencontrer et filmer le mineur d'élite qui se prête au jeu, d'autant qu'il va bénéficier d'avantages non négligeables. Le cinéma de propagande (qui passe du noir et blanc à la couleur) donnera durant toute la période soviétique une vision positive et



exagérée des conditions d'existence des mineurs (même si leurs salaires et avantages sociaux étaient plus élevés que ceux des autres ouvriers). Le voile se déchirera en 1989 sous Gorbatchev : Minaev montre les images très intéressantes d'une assemblée générale de mineurs en grève, qui expliquent que même le savon nécessaire pour se décrasser leur est rationné. Leur grève fera reculer le pouvoir. Avec la chute de l'URSS commence la déchéance du statut des mineurs, tandis que sont laminés leurs avantages matériels. On passe à la deuxième partie du film qui, d'un intérêt bien moindre, ne permet pas vraiment de comprendre ce qui, dans l'Ukraine devenue indépendante, a favorisé les menées sécessionnistes pro-russes et le déchirement de populations qui jusque-là vivaient et travaillaient côte à côte sans trop de conflits.

HW

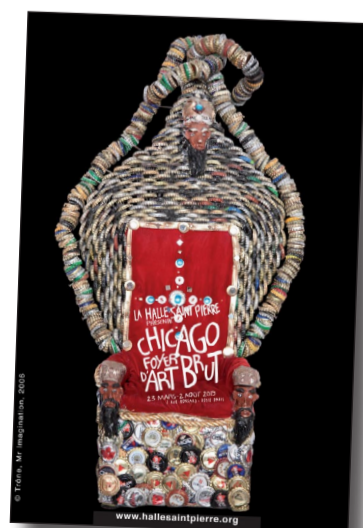
Chicago foyer d'art brut et HEY! Modern Art & Pop Culture

La Halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard, Paris 18°. Du 23 mars au 2 août 2019, ouvert tous les jours de 11h à 19h - 7 et 9 euros.

La Halle Saint-Pierre, située un peu en retrait des hordes touristiques de la Butte Montmartre, est un espace culturel très convivial. Pour l'arrivée du printemps, elle frappe très fort avec une double exposition d'art contemporain à entrée unique. *Chicago : foyer d'art brut* au rez-de-chaussée, en collaboration avec le musée de Chicago dédié à l'art outsider et intuitif, et le *HEY! Modern Art & Pop Culture* à l'étage, dont c'est la 4^e édition, avec des artistes dont la majorité n'ont jamais été exposés en France.

Tableaux, sculptures et courts-métrages

Deux expositions magiques qui parlent directement aux sens sans avoir besoin de connaître toutes les subtilités de la peinture ou de la sculpture moderne. Outre les tableaux et sculptures, la Halle



Saint-Pierre projette deux courts-métrages. Le premier est consacré à Mister Imagination, son accident et sa renaissance en artiste de la matière. Le deuxième consiste en une promenade au jardin de mémoire du Docteur Charles Smith, en compagnie d'enfants métissées d'une dizaine d'années : un véritable plaidoyer de l'art contre la guerre !

Sylvain Chardon

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
contact@la-breche.com

« Les luttes ont permis un début de prise de conscience générale de l'état dramatique de la psychiatrie publique. »

Le rôle de l'institution psychiatrique a toujours oscillé entre soins apportés à des personnes en souffrance et protection de la société contre la « déviance », supposée « dangereuse », par l'enfermement et le contrôle.

La médecine des aliénés s'est instaurée comme soin par l'enfermement, à la suite de la Révolution française qui reconnaît la curabilité partielle de la folie, à partir de ce qui reste de « raison » du fou. Cependant, l'acte libérateur de Pinel et Pussin de désenchaînement des fous est subverti par la réforme du code pénal de 1810 qui le déclare non-jugeable, puis la loi du 30 juin 1838 qui organise son traitement spécifique par un établissement par département. Le soin par l'enfermement est donc la réponse de la raison d'État républicaine, dont le critère dominant est la supposée « dangerosité du fou », qui rejoint ainsi la notion de classe dangereuse. Cet enfermement n'a jamais cessé et reste le dénominateur commun de toutes les politiques d'État.

En quoi les nouvelles formes de contrôle diffèrent-elles de celle de l'asile psychiatrique d'autrefois ?

L'évolution actuelle de la psychiatrie est celle de sa médicalisation par les neurosciences et les médicaments. En devenant maladie mentale puis souffrance psychique, les réponses d'enfermement de la folie s'étendent à des groupes entiers de population. La loi du 27 juin 1990, qui prétend réformer cette politique d'enfermement, ne fait que l'étendre à tous les soins psychiques, et la loi sarkozyste du 5 juillet 2011 la généralise en instaurant une forme de garde à vue préliminaire de 72 heures et des programmes de soins contraints jusqu'au domicile. La médicalisation est donc instrumentalisée comme outil de contrôle social, au nom de la protection des victimes, là où la loi de 1838 l'annonçait comme protection du fou.

Quelle relation avec le contrôle social généralisé qui s'étend sur la société ?

Cette sur-alienation sociale de la maladie mentale est celle de l'évolution du capitalisme vers celui d'une finance mondialisée. Les États sont le bras politique de cette domination. Les restructurations permanentes des services publics, pour en faire des entreprises rentables, dans une concurrence public-privé, s'accompagnent d'un contrôle social généralisé individuel qui casse la notion de collectif. L'enfermement des « déviants » et des opposants à ce cours en est l'expression. Il est frappant de voir l'enfermement être utilisé aujourd'hui comme technique de la répression policière par les « nasses » de groupes de manifestants et la mise en « garde à vue » systématique. De même, la première répression des migrants exilés est la remilitarisation des frontières et les centres de rétention avant le renvoi.

La « psychiatrie de secteur » fut, pendant des années, la référence d'un service public de santé proche et gratuit : comment expliquer son effondrement brusque ?

Le secteur psychiatrique, pensé par Lucien Bonnafé comme inscription du soin psychique dans la vie citoyenne, a été dévoyé dans sa mise en œuvre en 1960 vers l'aménagement

Entretien. Au moment où la psychiatrie revient dans le débat public avec des luttes radicales (Le Rouvray, Le Havre, Amiens...) et qu'a été lancé un « Printemps de la psychiatrie », nous avons rencontré **Jean-Pierre Martin**, psychiatre, à l'occasion de la sortie de son livre « Émancipation de la psychiatrie » (18 euros, éditions Syllepse). Il a été psychiatre de service public dans le nord de la France, puis à Paris. Il est membre fondateur de l'association Accueil et fait partie du comité européen Droit, éthique et psychiatrie. Il est l'un des animateurs de l'Union syndicale de la psychiatrie (USP). Il a déjà publié « Psychiatrie dans la ville » (Eres, 2000) et « la Rue des précaires » (Eres 2011).

économique du territoire. Son application obligatoire après Mai 68 a été une nouvelle forme de contrôle social. S'il a permis des expériences alternatives d'ouverture du soin au sein de la société, il est aujourd'hui soumis, avec la création des territoires de santé, en 2003, et la création des pôles en 2007, qui ont engagé le démantèlement du secteur. Les lois hospitalières de 2009-2015 ont complété les précédentes mesures, comme politique d'articulation public-privé. Le secteur devient ainsi l'outil d'un appareillage idéologique de régulation économique et sécuritaire du territoire. Sa refondation démocratique est donc l'alternative d'un service public de proximité d'intérêt général.

La question de l'éthique a un rôle central dans ta réflexion, pourquoi ?

La résistance et l'émancipation ont comme premier objet le retour à une réelle éthique soignante de la relation au patient. Elle est celle du travail de psychothérapie institutionnelle comme transversalité de la psychothérapie individuelle, extensive à toutes les structures de soin de secteur psychiatrique. L'éthique soignante participe de ce fait avec sa spécificité de toute éthique sociale. L'humanité du sujet, ses droits et son accès à la citoyenneté sont les principes de toute société démocratique. Elle s'oppose absolument aux précarisations généralisées actuelles de la société capitaliste. Les droits des patients sont donc un élément fondateur de cette éthique soignante.

Ton livre ne se limite pas aux constats, il entend dégager une alternative pour « l'émancipation de la psychiatrie »,

en s'appuyant sur les meilleurs acquis du passé. Peux-tu en tracer les grandes lignes ?

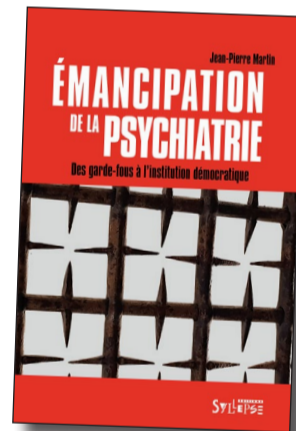
Les tentatives d'émancipation du passé sont un déjà-là à actualiser. François Tiosquelles a déclaré : « Nous sommes dans une aliénation généralisée, et nous ne le savons pas. » Se réapproprier sa formule est donc le moment de redonner toute sa place à la psychothérapie institutionnelle et à un secteur de psychiatrie généraliste sur un territoire de citoyenneté. La réappropriation est soignante et sociale face aux politiques de management néolibéral sans réelle démocratie. Ce livre tente de mettre en perspective toutes les formes d'auto-organisation qui combattent cette précarisation psychique généralisée du sujet. Il met en évidence la nécessité de mettre fin à l'enfermement par un recours exceptionnel à la privation de liberté. Cet acte doit relever dès le départ de l'autorisation d'un juge judiciaire (le juge des libertés et de la détention), le préfet ne pouvant être qu'un des tiers.

Que nous disent les luttes actuelles de l'état de la psychiatrie ?

Ces luttes ont permis un début de prise de conscience générale de l'état dramatique de la psychiatrie publique. La souffrance au travail qui en résulte en est une cause majeure. Celle-ci est le produit de la mutualisation et de la fermeture de structures par un management du moindre coût, des financements par programmes de réinsertion dans la vie commune, de la restructuration des métiers en spécialités multiples, d'une mobilité incessante avec les diminutions d'effectifs soignants qui mettent

fin à toute continuité des soins. Elle est une crise destructrice de l'éthique soignante. Les grèves du Rouvray, du Havre, d'Amiens... montrent que le modèle de l'autoritarisme administratif du management néolibéral est susceptible de reculs. Les grèves actuelles en défense d'un réel service public, posent la question : quelle psychiatrie ? Ce livre tente de penser ce qui fait émancipation dans toutes ses formes, avec l'auto-organisation démocratique du mouvement gréviste et les solidarités concrètes locales d'autres travailleurs, d'élus politiques locaux et de la population, en particulier de représentants d'associations de familles et de patients. Il met en perspective des transitions vers une émancipation politique de la psychiatrie, dont la dimension démocratique passe par la réappropriation d'une délibération, décision, action démocratiques qui s'adresse à l'ensemble de la société. Le mouvement « Printemps de la psychiatrie » porte cette utopie concrète.

Propos recueillis par Jean-Claude Laumonier



L'image de la semaine

LE GOUVERNEMENT A TROUVÉ COMMENT RÉGLER LE PROBLÈME DES RETRAITES !



Vu ailleurs

SAGES ET DÉTERMINÉS À MANIFESTER

Nous avons plus de 70 ans et nous ne voulons plus avoir peur de manifester sous la présidence d'Emmanuel Macron. Nous avons plus de 70 ans et nous sommes choqués d'avoir vu avec quelle violence Geneviève Legay, 73 ans, porte-parole d'Attac 06 et militante infatigable pour la paix, a été grièvement blessée ce samedi 23 mars à Nice.

Nous avons plus de 70 ans et nous sommes en colère : rien ne peut justifier qu'une femme de 74 ans se retrouve à l'hôpital avec de graves blessures parce qu'elle voulait exercer son droit de manifester.

Nous avons plus de 70 ans et nous sommes effarés par le nombre de vies brisées et de corps mutilés par les violences policières.

Nous avons plus de 70 ans et nous sommes furieux de voir le président de la République, la ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur, entre autres, se décharger de leur responsabilité pour accabler Geneviève Legay, toujours hospitalisée, qui n'aurait pas dû, selon eux, être dans la rue.

La sagesse, monsieur Emmanuel Macron, c'est défendre inlassablement le droit à manifester que vous ne cessez de raboter pour satisfaire les courants les plus conservateurs et réactionnaires du pays.

La sagesse, monsieur Emmanuel Macron, c'est manifester et lutter inlassablement contre votre politique qui aggrave les injustices fiscales et sociales sans résoudre la crise écologique.

La sagesse, monsieur Emmanuel Macron, c'est vous rappelez inlassablement à votre responsabilité : celle d'assurer notre sécurité, en toute circonstance, y compris quand nous manifestons contre vos politiques.

N'est-ce pas vous, Emmanuel Macron, qui affirmiez, à l'entre-deux-tours de votre élection, vous « battre » pour que nous puissions « démocratiquement exprimer nos désaccords » ? Pourquoi nous en empêcher aujourd'hui ? Pourquoi paraphraser Robert Pandraud à propos de la mort de Malik Oussekine en laissant entendre que les personnes « fragiles » ne devraient plus manifester ?

Oui, Monsieur Emmanuel Macron, nous avons plus de 70 ans, et nous ne voulons plus avoir peur de manifester sous votre présidence, et nous continuerons à le faire ! Nous ne voulons plus que quiconque ait peur de manifester. Est-ce trop vous demander ?

Nous apportons tout notre soutien à Geneviève Legay et ses proches et appelons à se mobiliser pour défendre le droit de manifester.

Premiers signataires : Jacqueline Valvet, Isabelle Bourboulon, Lina Chocteau, Solange Combes, Jean Gadrey, Nicole Gadrey, Susan George, Jean-Marie Harribey, Gus Massiah, Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot, Dominique Plihon.

« Nous avons plus de 70 ans et nous ne voulons plus avoir peur de manifester sous la présidence Macron », Basta !, 27 mars 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire